



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier consolidé

Projet de règlement grand-ducal 4757

Projet de règlement grand-ducal relatif à certaines modalités d'application et à la sanction du règlement (CE) N° 2037/2000 du Parlement Européen et du Conseil du 29 juin 2000 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, tel que modifié par les règlements (CE) N° 2038/2000 et N° 2039/2000

Date de dépôt : 01-02-2001

Date de l'avis du Conseil d'État : 05-04-2001

Liste des documents

Date	Description	Nom du document	Page
01-02-2001	Déposé	4757/00	<u>3</u>
12-03-2001	Avis de la Chambre de Commerce (12.3.2001)	4757/01	<u>44</u>
05-04-2001	Avis du Conseil d'Etat (5.4.2001)	4757/02	<u>49</u>
25-04-2001	1) Dépêche du Ministre aux Relations avec le Parlement au Président de la Chambre des Députés (25.4.2001) 2) Texte coordonné du projet de règlement grand-ducal	4757/03	<u>54</u>
10-05-2001	Avis de la Conférence des Présidents (10-05-2001)	4757/04	<u>57</u>
31-12-2001	Publié au Mémorial A n°71 en page 1446	4757	<u>60</u>

4757/00

N° 4757

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2000-2001

**PROJET DE REGLEMENT
GRAND-DUCAL**

relatif à certaines modalités d'application et à la sanction du règlement CE 2037/2000 du Parlement Européen et du Conseil du 29 juin 2000 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone

* * *

(Dépôt: le 1.2.2001)

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Dépêche du Ministre aux Relations avec le Parlement au Président de la Chambre des Députés (30.1.2001).....	1
2) Texte du projet de règlement grand-ducal	2
3) Exposé des motifs.....	3
4) Note explicative du Ministère de l'Environnement.....	6
5) Règlement CE 2037/2000 du Parlement Européen et du Conseil du 29 juin 2000 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone.....	8
6) Avis de la Chambre des Métiers (20.12.2000)	39
7) Avis de la Chambre d'Agriculture.....	40
– Dépêche du Président de la Chambre d'Agriculture au Ministre de l'Environnement (11.1.2001)	40

*

**DEPECHE DU MINISTRE AUX RELATIONS AVEC LE PARLEMENT
AU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES**

(30.1.2001)

Monsieur le Président,

A la demande du Ministre de l'Environnement, j'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe le projet de règlement grand-ducal sous rubrique, avec prière de bien vouloir en saisir la Conférence des Présidents.

Je joins en annexe le texte du projet, l'exposé des motifs, une note explicative relative au projet de règlement grand-ducal en question ainsi que le règlement CE No 2037/2000 du Parlement Européen et du Conseil du 29 juin 2000 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone.

En outre, je vous joins en annexe les avis y afférents de la Chambre des Métiers et de la Chambre d'Agriculture.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

*Le Ministre aux Relations
avec le Parlement,
François BILTGEN*

TEXTE DU PROJET DE REGLEMENT GRAND-DUCAL

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi modifiée du 9 août 1971 concernant l'exécution et la sanction des décisions et des directives ainsi que la sanction des règlements des Communautés Européennes en matière économique, technique, agricole, forestière, sociale et en matière de transports;

Vu le règlement CE No 2037/2000 du Parlement Européen et du Conseil du 29 juin 2000 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone;

Vu le règlement CE No 2038/2000 du Parlement Européen et du Conseil du 28 septembre 2000 modifiant le règlement (CE) No 2037/2000 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, en ce qui concerne les inhalateurs doseurs et les pompes médicales d'administration de médicaments;

Vu le règlement (CE) No 2039/2000 du Parlement Européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) No 2037/2000 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, en ce qui concerne l'année de base pour l'attribution des quotas d'hydrochlorofluorocarbures;

Vu l'avis de la Chambre de Commerce;

Vu l'avis de la Chambre des Métiers;

Vu l'avis de la Chambre d'Agriculture;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Conférence des Présidents de la Chambre des Députés;

Sur le rapport de Notre ministre de l'Environnement et de Notre ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1er. Le présent règlement grand-ducal détermine certaines modalités d'application et la sanction du règlement CE No 2037/2000 du Parlement Européen et du Conseil du 29 juin 2000 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone.

Il s'applique sans préjudice de la réglementation applicable en matière d'exportation, d'importation et de transit des marchandises.

Art. 2. Aux fins d'exécution du règlement CE No 2037/2000 précité et sous réserve de l'application de l'article 1er, alinéa 2 du présent règlement, les autorités compétentes nationales sont respectivement

- le membre du Gouvernement ayant l'environnement dans ses attributions notamment pour ce qui est des articles 3, 4, 5, 15, 16 et 17 du règlement CE No 2037/2000
- l'Administration de l'Environnement notamment pour ce qui est des articles 19 et 20 du règlement CE No 2037/2000.

Art. 3. Les infractions aux dispositions des articles 3, 4, 5, 16, 17 et 19 du règlement CE No 2037/2000 précité sont punies d'une amende de 251.- euros à 12.500.- euros.

En cas de récidive dans le délai de deux ans à partir de la condamnation antérieure, les peines peuvent être portées au double du maximum.

Art. 4. Le règlement grand-ducal du 20 décembre 1995 relatif à certaines modalités d'application et à la sanction du règlement CE No 3093/94 du Conseil du 15 décembre 1994 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone est abrogé.

Art. 5. Notre ministre de l'Environnement et Notre ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*

EXPOSE DES MOTIFS

Le présent projet de règlement grand-ducal est relatif à certaines modalités d'application et à la sanction du règlement CE 2037/2000 du Parlement européen et du Conseil du 29 juin 2000 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone.

Etant donné que ledit règlement abroge le règlement CE 3093/94, le présent projet de règlement abroge le règlement grand-ducal du 20 décembre 1995 relatif à certaines modalités d'application et à la sanction dudit règlement.

La révision du règlement 3093/94 a été demandée par le Conseil à la suite de la Conférence des Parties au Protocole de Montréal qui a eu lieu à Vienne, en décembre 1995.

Le règlement 2037/2000 est destiné à remplacer le règlement 3093/94 de manière à tenir compte

- des modifications au Protocole de Montréal,
- des progrès techniques accomplis, notamment par les industries communautaires, dans le développement et la mise en oeuvre de solutions de remplacement des substances appauvrissant la couche d'ozone,
- de l'expérience du fonctionnement du règlement 3093/94 et du fait que certaines des dispositions existantes sont redondantes.

Le règlement 2037/2000 a été modifié par le règlement 2038/2000, en ce qui concerne les inhalateurs doseurs et les pompes médicales d'administration de médicaments.

Le règlement 2037/2000 a été modifié par le règlement 2039/2000, en ce qui concerne l'année de base pour l'attribution des quotas d'hydrochlorofluorocarbures.

En premier lieu, le règlement 2037/2000 met en oeuvre les amendements et adaptations apportés au Protocole de Montréal respectivement en 1995 à Vienne et en 1997 à Montréal. Le respect des engagements pris par la Communauté exige de prendre des mesures au niveau communautaire, en vue notamment de faire cesser progressivement la production et la mise sur le marché de bromure de méthyle au sein de la Communauté, et de mettre en place un système d'autorisation aussi bien pour les importations que pour les exportations de substances qui appauvrissent la couche d'ozone. Afin de surveiller le commerce des substances qui appauvrissent la couche d'ozone et de permettre l'échange d'informations entre les Parties, le règlement 2037/2000 étend le système d'autorisation actuel concernant les substances réglementées au cas de l'exportation de ces substances. Le Protocole de Montréal fait obligation de communiquer des données concernant le commerce des substances appauvrissant la couche d'ozone; le règlement 2037/2000 impose aux producteurs, aux importateurs et aux exportateurs de substances réglementées de communiquer des données annuelles.

En deuxième lieu, le règlement 2037/2000 introduit dans certains cas des mesures de contrôle plus strictes que celles prévues par le règlement 3093/94 et ceci compte tenu de la disponibilité plus précoce que prévu de technologies permettant le remplacement des substances qui appauvrissent la couche d'ozone.

Aux termes du règlement 3093/94, la production de chlorofluorocarbures, d'autres chlorofluorocarbures entièrement halogénés, de halons, de tétrachlorure de carbone, de trichloro-1, 1, 1-éthane et d'hydrobromofluorocarbures a cessé. La production de ces substances réglementées est donc interdite, sauf dérogation éventuelle en vue d'utilisations essentielles et pour satisfaire les besoins intérieurs fondamentaux des parties conformément à l'article 5 du Protocole de Montréal. Le règlement interdit progressivement la mise sur le marché et l'utilisation de ces substances ainsi que des produits et des équipements qui en contiennent.

Le règlement 3093/94 prévoit la limitation de la production de toutes les autres substances qui appauvrissent la couche d'ozone, mais ne prévoit pas la limitation de la production d'hydrochlorofluorocarbures. Le règlement 2037/2000 introduit une disposition afférente afin de garantir que les hydrochlorofluorocarbures ne continuent pas d'être utilisés alors qu'il existe des produits de remplacement n'appauvrissant pas la couche d'ozone.

En troisième lieu, le règlement 2037/2000 va, à certains égards, plus loin que le dernier amendement du Protocole de Montréal (en 1997) ou contient à certains égards des dispositions plus détaillées. Le Protocole de Montréal donne aux Parties la possibilité d'adopter des mesures de contrôle plus strictes.

C'est ainsi que la Communauté a décidé, en application du principe de précaution, d'éliminer des CFC un an avant la date fixée par le Protocole pour les „pays industrialisés“ (1995 au lieu de 1996).

Le règlement 2037/2000 tient compte de la disponibilité croissante des produits de remplacement des substances qui appauvrissent la couche d'ozone telles que les HCFC et le bromure de méthyle.

Le groupe scientifique d'évaluation du Protocole de Montréal a conclu que le renforcement des mesures de contrôle des HCFC et du bromure de méthyle serait la mesure la plus efficace, en dehors de l'élimination des CFC, pour limiter l'appauvrissement de la couche d'ozone.

*

LES HCFC

Les HCFC sont principalement utilisés comme remplaçants des CFC dans les secteurs de la réfrigération et du conditionnement d'air, des solvants et des mousses. Des substances écologiquement adaptées et techniquement viables et pouvant remplacer les HCFC dans la quasi-totalité de leurs applications sont désormais disponibles partout dans la Communauté à un prix raisonnable.

L'article 2F (7) du protocole de Montréal demande à chaque Partie de s'efforcer de veiller à ce que l'emploi des HCFC soit limité aux utilisations pour lesquelles il n'existe aucune autre substance ou technique mieux adaptées à l'environnement. Pour mettre en oeuvre cet article, la Communauté a décidé d'arrêter des mesures de limitation de l'utilisation des HCFC qui figurent à l'article 5 du règlement du Conseil CE 3093/94. Le règlement existant prévoit déjà la possibilité de modifier cet article „compte tenu du progrès technique“, afin de prendre en considération le développement et la disponibilité de produits de remplacement.

Depuis l'adoption de ce règlement, des progrès considérables ont été accomplis et un certain nombre de produits de substitution ont été commercialisés plus tôt que prévu.

Au titre du Protocole et de ses Amendements de 1990, de 1992 et de 1997,

- a) la date de phase-out est fixée
 - pour les pays développés à 2020, avec toutefois une consommation admise jusqu'en 2030, limitée aux opérations d'entretien des équipements de réfrigération et de climatisation existants et restreinte à 0,5% de la somme combinée du niveau calculé de consommation de HCFC en 1989 et 2,8% du niveau de consommation de CFC en 1989;
 - pour les pays en voie de développement à 2040
- b) la consommation est à limiter
 - graduellement pour les pays développés, avec un gel en 1996 par rapport à la somme combinée du niveau calculé de consommation de HCFC en 1989 et 2,8% du niveau calculé de consommation de CFC en 1989 ainsi que des réductions intermédiaires de 35% en 2004, de 65% en 2010 et de 90% en 2015 par rapport à la somme combinée;
 - pour les pays en voie de développement, avec un gel en 2016 par rapport au niveau calculé en 2015.

Conformément à l'Amendement de Beijing du 3 décembre 1999 et pour les pays développés, la production ne doit pas excéder dès 2004 la moyenne de la somme du niveau calculé de consommation de HCFC en 1989 et 2,8% du niveau calculé de consommation de CFC en 1989 et de la somme du niveau calculé de production de HCFC en 1989 et 2,8% du niveau calculé de production de CFC en 1989.

Conformément à l'Amendement de Beijing du 3 décembre 1999 et pour les pays en voie de développement, la production ne doit pas excéder dès 2016 la moyenne des niveaux calculés de production et de consommation en 2015.

Le règlement 2037/2000 introduit

- une interdiction de la production en 2026;
- une interdiction de la mise sur le marché ou d'utilisation pour 2010;
- un gel en 2000 de la production par rapport au niveau calculé de la production en 1997;
- des réductions de la production de 65% en 2008, de 80% en 2014 et de 85% en 2020 par rapport aux niveaux de 1997;

- un gel en 1999 de la mise sur le marché ou d'utilisation par rapport à la somme combinée de 2,6% du niveau calculé de mise sur le marché ou d'utilisation de CFC en 1989 et du niveau calculé de la mise sur le marché ou d'utilisation de HCFC en 1989;
- un gel en 2001 de la mise sur le marché ou d'utilisation par rapport à la somme combinée de 2,0% du niveau calculé de mise sur le marché ou d'utilisation de CFC en 1989 et du niveau calculé de la mise sur le marché ou d'utilisation de HCFC en 1989;
- des réductions de la mise sur le marché ou de l'utilisation de 15% en 2002, de 55% en 2003, de 70% en 2004 et de 75% en 2008 par rapport à la somme combinée;
- une limitation de l'utilisation en fonction de la nature des usages et selon un calendrier déterminé.

En outre, chaque producteur et importateur veille à ce que le niveau calculé de HCFC qu'il met sur le marché ou utilise pour son propre compte au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2001 et durant la période de 12 mois suivante jusqu'au 31 décembre 2002 n'excède pas, en pourcentage des niveaux dont question aux tirets 5, 6 et 7 (gel en 1999 et 2000 réduction de 15%), la part de marché qui lui a été allouée en 1999.

L'élimination progressive de la production est un moyen efficace pour encourager une adoption plus généralisée des solutions de remplacement déjà disponibles.

Le calendrier de limitation de la production est échelonné de façon à éviter aux producteurs européens d'être injustement désavantagés sur le marché international.

L'abaissement, à compter du 1er janvier 2001, à 2% de la limite quantitative permet de disposer d'une quantité de HCFC plus que suffisante pour les utilisations dans lesquelles ces substances sont encore nécessaires, tout en reflétant la large disponibilité des produits de substitutions.

*

LE BROMURE DE METHYLE

Le bromure de méthyle est un pesticide gazeux à large spectre extrêmement efficace. Il est principalement utilisé pour la fumigation des sols (90% des applications), mais également pour la fumigation de denrées (3% des applications), ou des locaux de bâtiments tels que des minoteries (3%) et enfin comme matière première pour la fabrication de produits pharmaceutiques et autres (4%).

Au titre du Protocole et de ses Amendements de 1990, de 1992 et de 1997,

- a) la date de phase-out est fixée
 - pour les pays développés à 2005, sous réserve des utilisations jugées essentielles pour l'agriculture;
 - pour les pays en voie de développement à 2015, sous réserve des utilisations jugées essentielles
- b) la production et la consommation sont à limiter graduellement
 - pour les pays développés, avec un gel de la production et de la consommation en 1995 par rapport au niveau calculé de production/consommation en 1991 et des réductions intermédiaires de la production et de la consommation de 25% en 1999, de 50% en 2001 et de 70% en 2003 par rapport au niveau calculé de production/consommation en 1991;
 - pour les pays en voie de développement, un gel de la production et de la consommation en 2002 par rapport au niveau calculé de production/consommation pour la période 1995-1998 et une réduction/intermédiaire de la production et de la consommation de 20% en 2005 par rapport au niveau calculé de production/consommation pour la période 1995-1998.

Les niveaux de production et de consommation ne tiennent pas compte des quantités utilisées à des fins sanitaires et pour les traitements préalables à l'exportation.

La Conférence de Beijing est venue de limiter à 21 jours le délai de préembarquement et d'imposer l'obligation de notification des quantités utilisées au cours de ces opérations de préembarquement.

Le règlement 2037/2000 introduit

- une interdiction de production et de mise sur le marché/d'utilisation pour 2005
- une réduction de la production de 25% en 1999, de 60% en 2001 et de 75% en 2003 par rapport aux niveaux de 1991.

En outre et concernant la mise sur le marché ou l'utilisation, les niveaux calculés visés au tiret qui précède n'incluent pas la quantité de bromure de méthyle produite ou importée pour des applications à des fins de quarantaine et avant expédition.

En cas d'urgence et à la demande de l'autorité compétente d'un Etat membre, la Commission peut autoriser à titre temporaire l'utilisation de bromure de méthyle; une telle autorisation ne doit pas excéder 120 jours et pour une quantité ne dépassant pas 20 tonnes.

Le Protocole de Montréal a ajouté le bromochlorométhane à la liste des substances réglementées (amendement de Beijing). La production et la consommation sont interdites à partir de 2002, sous réserve des utilisations jugées essentielles.

En application du règlement 2037/2000, la production, la mise en libre pratique dans la Communauté et le perfectionnement actif, la mise sur le marché et l'utilisation des nouvelles substances énumérées à l'annexe II sont interdites. L'annexe II audit règlement ajoute le bromochlorométhane.

Le règlement 2037/2000 réglemente les émissions à travers des dispositions relatives à la récupération et aux fuites de substances réglementées.

Concernant la récupération des substances réglementées utilisées, les Etats membres prennent des mesures visant à promouvoir la récupération, le recyclage, la régénération et la destruction des substances réglementées et confient aux utilisateurs, aux techniciens de la réfrigération ou à d'autres organismes compétents le soin de veiller au respect des dispositions afférentes. Ils définissent les exigences de qualification minimale requise du personnel concerné.

Concernant les fuites de substances réglementées, toutes les mesures préventives réalisables doivent être prises afin d'éliminer et de réduire au minimum les fuites de substances réglementées. Les Etats membres définissent le niveau de qualification minimal requis du personnel concerné.

L'article 9 de la loi du 14 avril 1992 (Mémorial A 1992 page 854) contient déjà des dispositions pertinentes en la matière pour ce qui est des substances relevant de son champ d'application.

Le règlement 2037/2000 prévoit que les Etats membres déterminent les sanctions nécessaires applicables en cas d'infraction au règlement.

*

NOTE RELATIVE DU MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT

1. Le règlement CE 2037/2000 que le présent projet de règlement grand-ducal exécute en droit national prévoit en son article 21 que les Etats membres désignent les sanctions nécessaires applicables en cas d'infractions au règlement.

Le règlement précité abroge à partir du 1er octobre 2000 le règlement CE No 3093/94 tel qu'il a été exécuté en droit national par le règlement grand-ducal du 20 décembre 1995. Ledit règlement prévoyait en son article 19 que les Etats membres fixent les sanctions applicables en cas de non-respect des dispositions du règlement ou de toute mesure nationale prise pour en assurer la mise en oeuvre.

Le règlement grand-ducal de 1995 reprend les amendements proposés par le Conseil d'Etat dans son avis daté du 27 juin 1995 (No 41.887). Dans son avis précité, la Haute Corporation propose, comme unique base légale des sanctions pénales, la loi modifiée du 9 août 1971 concernant l'exécution et la sanction des décisions et des directives ainsi que la sanction des règlements des Communautés Européennes en matière économique, technique, agricole, forestière, sociale et en matière de transports.

La Haute Corporation a écarté d'autres législations applicables en la matière, à savoir les lois du 14 avril 1992 et du 29 juin 1989, étant donné qu'elles ne fournissent pas de base légale satisfaisante, alors qu'elles divergent sensiblement en ce qui concerne le cas d'application.

La base légale proposée pour le présent projet de règlement est la loi de 1971. Il y a lieu de se référer en la matière au guide pratique de la technique législative luxembourgeoise et tout particulièrement à la rubrique 213. Selon cette rubrique, les prescriptions de l'article 1er de ladite loi sont douteuses quant à la conformité avec des dispositions pertinentes de la Constitution en ce sens qu'elles laissent au pouvoir réglementaire le soin de déterminer les infractions. Toujours selon cette même rubrique, si la norme de droit communautaire n'a ainsi pas elle-même déterminé de manière suffisamment précise les cas d'infraction donnant lieu aux sanctions prescrites par ledit article 1er, une transposition „effective“ (au sens de la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes), par le biais de la loi de 1971, n'est pas donnée.

A la lumière des considérations qui précèdent, il est proposé au Conseil d'Etat d'analyser dans sa prise de position l'opportunité et la possibilité de prévoir comme base légale la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre la pollution de l'atmosphère. Ladite loi, dans son article 1er, définit la notion de pollution de l'atmosphère; elle prévoit en son article 2 la prise de règlements grand-ducaux qui fixent les mesures à prendre en vue de surveiller, prévenir, réduire ou supprimer la pollution de l'atmosphère; les articles 6 et 9 ont trait aux sanctions administratives et pénales.

Le projet de règlement grand-ducal, tel qu'approuvé par le Conseil de Gouvernement détermine les dispositions d'articles déterminés du règlement CE 2037/2000, pour lesquelles les infractions sont punies d'une amende de 251.- euros à 12.500.- euros. Le Conseil d'Etat, dans son avis daté du 27 juin 1995, avait proposé une rédaction générale, qui consistait à prévoir que les infractions au règlement grand-ducal – et non à des articles déterminés du règlement CE – sont punies d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de dix mille et un francs à cinq cent mille francs ou d'une de ces peines seulement.

2. Il ya lieu de profiter de l'occasion pour signaler qu'en date du 23 octobre 2000, le Conseil d'Etat a été saisi pour avis du projet de règlement grand-ducal relatif à des modalités d'application et à la sanction du règlement CE No 1980/2000 du 17 juillet 2000 établissant un système communautaire révisé d'attribution du label écologique. Il se propose d'exécuter en droit national le règlement CE No 1980/2000, lequel prévoit en son article 18 que les Etats membres prennent les mesures légales ou administratives appropriées en cas de non-respect des dispositions du règlement. Le projet de règlement abroge le règlement grand-ducal du 21 avril 1993 qui avait exécuté en droit national le règlement CEE 880/92. Dans son avis daté du 9 février 1993 (No 39.876), la Haute Corporation avait accepté la loi modifiée de 1971 comme étant une base légale appropriée, alors que l'attribution du label écologique se rattache à la matière économique visée par cette loi. En outre, la Haute Corporation avait considéré que pour autant que les modalités d'application prévues par le projet de règlement grand-ducal ne pouvaient pas s'appuyer sur la loi modifiée du 9 août 1971, qui n'a pas été conçue en vue de l'exécution des règlements communautaires, on peut considérer qu'il s'agit de mesures d'exécution relevant normalement du pouvoir exécutif conformément aux prescriptions de l'article 37, alinéa 4 et de l'article 36 de la Constitution. Dans le même avis, la Haute Corporation avait proposé dans son article 5 que les infractions aux dispositions d'articles déterminés du règlement communautaire sont punies d'une amende de 2.501.- francs à 500.000.- francs. Le projet de règlement grand-ducal tel qu'approuvé par le Conseil de Gouvernement s'inspire en la matière de la réglementation de 1993. Il ressort d'une analyse effectuée par les services du département de l'environnement que la matière du label écologique n'est pas explicitement couverte par une législation permettant l'exécution du règlement communautaire par voie de règlement grand-ducal. C'est la raison pour laquelle la loi de 1971 a été proposée comme base légale.
3. L'on peut relever dans le même ordre d'idées le règlement grand-ducal du 20 mars 1995 relatif à des modalités d'application et à la sanction du règlement CEE 1836/93 du 29 juin 1993 permettant la participation volontaire des entreprises du secteur industriel à un système communautaire de management environnemental et d'audit. Ledit règlement prévoit en son article 16 que les Etats membres prennent les mesures judiciaires ou administratives appropriées en cas de non-respect des dispositions du règlement. Dans sa prise de position datée du 23 décembre 1994 (No 40.676), la Haute Corporation, tout en se référant à son avis du 20 novembre 1990 concernant l'exécution du règlement CEE No 1210/90 relatif à la création de l'Agence Européenne d'information et d'observation pour l'environnement, avait relevé que la loi de 1971 ne pouvait servir de base légale que pour déterminer la sanction de certains règlements communautaires, alors qu'elle n'avait pas été conçue en vue de l'exécution de règlements communautaires. En outre, la Haute Corporation s'était interrogée sur le fait de savoir si la matière environnementale couverte par le règlement CE pouvait être rangée dans les matières dites techniques. La Haute Corporation avait donc proposé de prévoir comme base légale l'article 189 du Traité, le règlement CEE lui-même ainsi que l'article 37 alinéa 4 de la Constitution, ce dernier article permettant au Grand-Duc de faire les règlements nécessaires pour l'exécution des Traités. Dans sa prise de position, le Conseil d'Etat avait proposé de préciser les principales dispositions du règlement communautaire lesquelles sont punies d'une amende de 10.001.- francs à 500.000.- francs.

*

(Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité)

**REGLEMENT (CE) No 2037/2000
DU PARLEMENT EUROPEEN ET DU CONSEIL
du 29 juin 2000**

relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone

LE PARLEMENT EUROPEEN ET LE CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE,

vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment son article 175, paragraphe 1,

vu la proposition de la Commission ⁽¹⁾,

vu l'avis du Comité économique et social ⁽²⁾,

après consultation du Comité des régions,

statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 du traité ⁽³⁾, au vu du projet commun approuvé le 5 mai 2000 par le comité de conciliation,

considérant ce qui suit:

(1) Il est établi que des émissions permanentes, aux niveaux actuels, de substances appauvrissant la couche d'ozone continuent de causer des dommages importants à celle-ci. L'appauvrissement de la couche d'ozone a atteint des niveaux sans précédent dans l'hémisphère sud en 1998. Lors de trois des quatre derniers printemps, on a constaté un grave appauvrissement de la couche d'ozone au-dessus de la région arctique; l'accroissement du rayonnement UV-B résultant de cet appauvrissement représente une menace réelle pour la santé et l'environnement. Il est, par conséquent, nécessaire de prendre de nouvelles mesures efficaces afin de protéger la santé humaine et l'environnement contre les effets néfastes résultant de telles émissions.

(2) Consciente des ses responsabilités en matière d'environnement et de commerce, la Communauté par la décision 88/540/CEE du Conseil ⁽⁴⁾ est devenue partie à la convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone et au protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, tel que modifié par les parties au protocole lors de leur deuxième réunion à Londres et de leur quatrième réunion à Copenhague.

(3) Des mesures supplémentaires de protection de la couche d'ozone ont été adoptées par les parties au protocole de Montréal lors de leur septième réunion, à Vienne, en décembre 1995, et lors de leur neuvième réunion à Montréal en septembre 1997, auxquelles la Communauté a participé.

(4) Le respect des engagements pris par la Communauté au titre de la convention de Vienne ainsi que des derniers amendements et adaptations du protocole de Montréal exige de prendre des mesures au niveau communautaire, en vue notamment de faire cesser progressivement la production et la mise sur le marché de bromure de méthyle au sein de la Communauté, et de mettre en place un système d'autorisation aussi bien pour les importations que pour les exportations de substances qui appauvrissent la couche d'ozone.

(5) Compte tenu de la disponibilité plus précoce que prévu de technologies permettant le remplacement des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, il convient dans certains cas de prévoir des mesures de contrôle plus strictes que celles prévues par le règlement (CE) No 3093/94 du Conseil du

(1) JO C 286 du 15.9.1998, p. 6.

JO C 83 du 25.3.1999, p. 4.

(2) JO C 40 du 15.2.1999, p. 34.

(3) Avis du Parlement européen du 17 décembre 1998 (JO C 98 du 9.4.1999, p. 266). confirmé le 16 septembre 1999, position commune du Conseil du 23 février 1999 (JO C 123 du 4.5.1999, p. 28) et décision du Parlement européen du 15 décembre 1999 (non encore parue au Journal officiel). Décision du Parlement européen du 13 juin 2000 et décision du Conseil du 16 juin 2000.

(4) JO L 297 du 31.10.1988, p. 8.

15 décembre 1994 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone ⁽¹⁾, et du protocole de Montréal.

(6) Le règlement (CE) No 3093/94 doit être modifié de manière substantielle. Il est dans l'intérêt de la clarté et de la transparence juridique de procéder à une révision complète de ce règlement.

(7) Aux termes du règlement (CE) No 3093/94, la production de chlorofluorocarbures, d'autres chlorofluorocarbures entièrement halogénés, de halons, de tétrachlorure de carbone, de trichloro-1,1,1-éthane et d'hydrobromofluorocarbures a cessé. La production de ces substances réglementées est donc interdite, sauf dérogation éventuelle en vue d'utilisations essentielles et pour satisfaire les besoins intérieurs fondamentaux des parties conformément à l'article 5 du protocole de Montréal. Il convient à présent également d'interdire progressivement la mise sur le marché et l'utilisation de ces substances ainsi que des produits et des équipements qui en contiennent.

(8) Même après l'élimination des substances réglementées, la Commission peut, sous certaines conditions, accorder des dérogations en vue d'utilisations essentielles.

(9) Le fait qu'il existe de plus en plus de produits de remplacement du bromure de méthyle devrait se refléter dans des réductions plus substantielles de sa production et de sa consommation par rapport à ce qui est prévu dans le protocole de Montréal. La production et la consommation de bromure de méthyle devraient cesser complètement sous réserve de dérogations éventuelles en vue d'utilisations critiques déterminées au niveau communautaire selon les critères établis par le protocole de Montréal. L'utilisation du bromure de méthyle pour des applications à des fins de quarantaine et avant expédition devrait être réglementée également. Une telle utilisation ne doit pas dépasser les niveaux actuels et doit être finalement réduite à la lumière de l'évolution technique et des développements au titre du protocole de Montréal.

(10) Le règlement (CE) No 3093/94 prévoit la limitation de la production de toutes les autres substances qui appauvrissent la couche d'ozone, mais ne prévoit pas la limitation de la production d'hydrochlorofluorocarbures. Il est approprié d'insérer cette disposition afin de garantir que les hydrochlorofluorocarbures ne continuent pas d'être utilisés alors qu'il existe des produits de remplacement n'appauvrissant pas la couche d'ozone. Il convient que des mesures de limitation de la production d'hydrochlorofluorocarbures soient prises par l'ensemble des parties au protocole de Montréal. Un gel de la production d'hydrochlorofluorocarbures refléterait cette nécessité et la détermination de la Communauté à assumer un rôle moteur à cet égard. Il convient d'adapter le volume de la production aux réductions envisagées concernant la mise d'hydrochlorofluorocarbures sur le marché communautaire, ainsi qu'à la baisse de la demande mondiale entraînée par les réductions de la consommation d'hydrochlorofluorocarbures prescrites par le protocole.

(11) Le protocole de Montréal énonce dans son article 2 F, paragraphe 7, que les parties s'efforcent de veiller à ce que l'emploi d'hydrochlorofluorocarbures soit limité aux utilisations pour lesquelles il n'existe aucune autre substance ou technique mieux adaptée à l'environnement. Etant donné les technologies alternatives et de remplacement disponibles, il est possible de restreindre davantage la mise sur le marché et l'utilisation d'hydrochlorofluorocarbures et de produits qui en contiennent. La décision VI/13 de la conférence des parties au protocole de Montréal prévoit que, dans l'évaluation des produits de remplacement des hydrochlorofluorocarbures, il convient de tenir compte de facteurs tels que le potentiel d'appauvrissement de l'ozone, le rendement énergétique, le potentiel d'inflammabilité, la toxicité, le réchauffement général de la planète et les incidences éventuelles sur l'utilisation et l'élimination efficaces des chlorofluorocarbures et des halons. Les contrôles d'hydrochlorofluorocarbures au titre du protocole de Montréal devraient être considérablement renforcés pour protéger la couche d'ozone et pour refléter la disponibilité de produits de remplacement.

(12) Des quotas pour la mise en libre pratique dans la Communauté de substances réglementées devraient être attribués que pour des usages restreints de ces substances réglementées. Il convient de ne pas importer de substances réglementées ni de produits qui en contiennent en provenance d'Etats non parties au protocole de Montréal.

(1) JO L 333 du 22.12.1994, p. 1.

(13) Il y a lieu d'étendre le système d'autorisation concernant les substances réglementées au cas de l'exportation de ces substances, afin de surveiller le commerce des substances qui appauvrissent la couche d'ozone et de permettre l'échange d'informations entre les parties.

(14) Il y a lieu de prendre des mesures en vue de la récupération des substances réglementées utilisées, et de la prévention des fuites de substances réglementées.

(15) Le protocole de Montréal fait obligation de communiquer des données concernant le commerce des substances appauvrissant la couche d'ozone. Il convient par conséquent d'imposer aux producteurs, aux importateurs et aux exportateurs de substances réglementées de communiquer des données annuelles.

(16) Il y a lieu d'arrêter les mesures nécessaires pour la mise en oeuvre du présent règlement en conformité avec la décision 1999/468/CE du Conseil du 28 juin 1999 fixant les modalités de l'exercice des compétences d'exécution conférées à la Commission ⁽¹⁾.

(17) La décision X/8 de la dixième conférence des parties au protocole de Montréal incite les parties à prendre rapidement des mesures, le cas échéant, pour décourager la production et la commercialisation de nouvelles substances qui appauvrissent la couche d'ozone et en particulier du bromochlorométhane. A cette fin, un mécanisme devrait être établi afin de prévoir de nouvelles substances à inclure dans le présent règlement. La production, l'importation, la mise sur le marché et l'utilisation du bromochlorométhane devraient être interdites.

(18) Le passage à de nouvelles technologies ou à des produits de substitution à la suite de la cessation prévue de la production et de l'utilisation de substances réglementées pourrait poser des problèmes, notamment pour les petites et moyennes entreprises (PME). Les Etats membres devraient dès lors envisager d'appuyer la conversion nécessaire par le biais de mesures de soutien appropriées, notamment en faveur des PME.

ONT ARRETE LE PRESENT REGLEMENT:

Chapitre premier – Dispositions préliminaires

Article premier

Champ d'application

Le présent règlement s'applique à la production, à l'importation, à l'exportation, à la mise sur le marché, à l'utilisation, à la récupération, au recyclage, à la régénération et à la destruction des chlorofluorocarbures, des autres chlorofluorocarbures entièrement halogénés, des halons, du tétrachlorure de carbone, du trichloro-1,1,1-éthane, du bromure de méthyle, des hydrobromofluorocarbures et des hydrochlorofluorocarbures, ainsi qu'aux informations à communiquer sur ces substances et à l'importation, à l'exportation, à la mise sur le marché et à l'utilisation de produits ou d'équipements qui contiennent ces substances.

Le présent règlement s'applique également à la production, à l'importation, à la mise sur le marché et à l'utilisation des substances énumérées à l'annexe II.

Article 2

Définitions

Aux fins du présent règlement, on entend par:

- „protocole“: le protocole de Montréal de 1987 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, tel que modifié et adapté en dernier lieu,
- „partie“: toute partie au protocole,

(1) JO L 184 du 17.7.1999, p. 23.

- „Etat non partie au protocole“: tout Etat ou toute organisation d'intégration économique régionale qui, pour une substance réglementée donnée, n'a pas accepté d'être lié par les dispositions du protocole applicables à cette substance,
- „substances réglementées“: les chlorofluorocarbures, les autres chlorofluorocarbures entièrement halogénés, les halons, le tétrachlorure de carbone, le trichloro-1,1,1-éthane, le bromure de méthyle, les hydrobromofluorocarbures et les hydrochlorofluorocarbures, qu'ils se présentent isolément ou dans un mélange, et qu'ils soient vierges, récupérés, recyclés ou régénérés. Cette définition ne couvre ni les substances réglementées présentes dans un produit manufacturé autre qu'un récipient utilisé pour le transport ou le stockage de cette substance, ni les quantités négligeables de toute substance réglementée provenant d'une production fortuite ou accessoire au cours du processus de fabrication, d'intermédiaires de synthèse qui n'ont pas réagi ou d'une utilisation comme agent de fabrication présent sous forme d'impuretés à l'état de traces dans des substances chimiques, ou qui sont émises durant la fabrication ou la manipulation du produit,
- „chlorofluorocarbures“ (CFC): les substances réglementées énumérées dans le groupe I de l'annexe I, y compris leurs isomères,
- „autres chlorofluorocarbures entièrement halogénés“: les substances réglementées énumérées dans le groupe II de l'annexe I, y compris leurs isomères,
- „halons“: les substances réglementées énumérées dans le groupe III de l'annexe I, y compris leurs isomères,
- „tétrachlorure de carbone“: la substance réglementée mentionnée dans le groupe IV de l'annexe I,
- „trichloro-1,1,1-éthane“: la substance réglementée mentionnée dans le groupe V de l'annexe I,
- „bromure de méthyle“: la substance réglementée mentionnée dans le groupe VI de l'annexe I,
- „hydrobromofluorocarbures“: les substances réglementées énumérées dans le groupe VII de l'annexe I, y compris leurs isomères,
- „hydrochlorofluorocarbures“ (HCFC): les substances réglementées énumérées dans le groupe VIII de l'annexe I, y compris leurs isomères,
- „nouvelles substances“: les substances énumérées sur la liste figurant à l'annexe II. La présente définition couvre les substances qu'elles se présentent isolément ou dans un mélange, et qu'elles soient vierges, récupérées, recyclées ou régénérées. Elle ne couvre ni les substances présentes dans un produit manufacturé autre qu'un récipient utilisé pour le transport ou le stockage de cette substance, ni les quantités négligeables de toute nouvelle substance provenant d'une production fortuite ou accessoire au cours du processus de fabrication ou d'intermédiaires de synthèse qui n'ont pas réagi,
- „intermédiaire de synthèse“: toute substance réglementée ou nouvelle substance qui subit une transformation chimique par un procédé dans le cadre duquel elle est entièrement convertie à partir de sa composition originale et dont les émissions sont négligeables,
- „agent de fabrication“: toute substance réglementée utilisée comme agent chimique dans les applications figurant sur la liste de l'annexe VI, dans les installations existantes au 1er septembre 1997, et dont les émissions sont négligeables. La Commission établit, à la lumière de ces critères et conformément à la procédure visée à l'article 18, paragraphe 2, une liste des entreprises autorisées à utiliser des substances réglementées comme agents de fabrication et fixe des niveaux d'émission maximaux pour chacune des entreprises concernées. Elle peut, conformément à la procédure visée à l'article 18, paragraphe 2, modifier l'annexe VI ainsi que la liste desdites entreprises en fonction de nouvelles informations ou des progrès techniques, et notamment de l'évaluation prévue par la décision X/14 de la réunion des parties au protocole,
- „producteur“: toute personne physique ou morale fabriquant des substances réglementées dans la Communauté,
- „production“: la quantité de substances réglementées produites, dont sont soustraites la quantité détruite au moyen de procédés techniques approuvés par les parties et la quantité entièrement destinée à servir d'intermédiaire de synthèse ou d'agent de fabrication pour l'élaboration d'autres substances chimiques. La quantité récupérée, recyclée ou régénérée ne doit pas être considérée comme faisant partie de la „production“,

- „potentiel d'appauvrissement de l'ozone“: le chiffre figurant dans la troisième colonne de l'annexe I et représentant l'effet potentiel de chaque substance réglementée sur la couche d'ozone,
- „niveau calculé“: une quantité obtenue en multipliant la quantité de chaque substance réglementée par son potentiel d'appauvrissement de l'ozone et en additionnant, pour chacun des groupes des substances réglementées mentionnés à l'annexe I considéré séparément, les chiffres qui en résultent,
- „rationalisation industrielle“: le transfert, soit entre des parties au protocole, soit au sein d'un Etat membre, de tout ou partie du niveau calculé de production d'un producteur à un autre, dans le but d'optimiser le rendement économique ou de faire face à une insuffisance prévue de l'approvisionnement du fait de fermetures d'usines,
- „mise sur le marché“: la fourniture à des tiers ou la mise à leur disposition, à titre onéreux ou gratuit, de substances réglementées ou de produits contenant des substances réglementées visées par le présent règlement,
- „utilisation“: l'utilisation de substances réglementées dans la production ou la maintenance, en particulier la recharge, de produits ou d'équipements, ou dans d'autres procédés où elles ne servent pas d'intermédiaires de synthèse ni d'agents de fabrication,
- „systèmes réversibles conditionnement d'air/pompes à chaleur“: une combinaison de pièces contenant un réfrigérant, interconnectées pour constituer un circuit de réfrigération fermé, dans lequel la circulation du réfrigérant permet l'extraction et le rejet de la chaleur (par exemple, refroidissement, chauffage), réversible dans la mesure où les évaporateurs et les condenseurs sont conçus pour être interchangeables dans leurs fonctions,
- „perfectionnement actif“: la procédure prévue à l'article 114, paragraphe 1, point a), du règlement (CEE) No 2913/92 du Conseil du 12 octobre 1992 établissant le code des douanes communautaire ⁽¹⁾,
- „récupération“: la collecte et le stockage de substances réglementées provenant, par exemple, de machines, d'équipements ou de dispositifs de confinement, pendant leur entretien ou avant leur élimination,
- „recyclage“: la réutilisation d'une substance réglementée récupérée à la suite d'une opération de nettoyage de base telle que filtrage et séchage. Pour les réfrigérants, le recyclage comprend normalement la recharge des équipements qui est souvent réalisée sur place,
- „régénération“: le traitement et la remise aux normes d'une substance réglementée récupérée, au moyen d'opérations telles que filtrage, séchage, distillation et traitement chimique, afin de restituer à la substance des caractéristiques opérationnelles déterminées; souvent le traitement a lieu „hors site“, c'est-à-dire dans une installation centrale,
- entreprise“: toute personne physique ou morale qui produit, recycle aux fins de mise sur le marché ou utilise, dans la Communauté, des substances réglementées à des fins industrielles ou commerciales, ou qui met en libre pratique dans la Communauté des substances de cette nature importées ou les exporte de la Communauté à des fins industrielles ou commerciales.

Chapitre II – Calendrier d'élimination

Article 3

Réduction de la production des substances réglementées

1. Sous réserve des paragraphes 5 à 10, la production des substances suivantes:
 - a) chlorofluorocarbures;
 - b) autres chlorofluorocarbures entièrement halogénés;
 - c) halons;
 - d) tétrachlorure de carbone;

⁽¹⁾ JO L 302 du 19.10.1992, p. 1. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) No 955/1999 (JO L 119 du 7.5.1999, p. 1).

- e) trichloro-1,1,1-éthane;
- f) hydrobromofluorocarbures

est interdite.

Compte tenu des propositions des Etats membres, la Commission applique, conformément à la procédure visée à l'article 18, paragraphe 2, les critères établis dans la décision IV/25 adoptée par les parties afin de déterminer chaque année les éventuelles utilisations essentielles pour lesquelles la production et l'importation de substances réglementées visées au premier alinéa peuvent être autorisées dans la Communauté, ainsi que les utilisateurs qui peuvent bénéficier de ces utilisations essentielles. La production et l'importation ne sont autorisées que s'il n'est pas possible de se procurer un produit de remplacement adéquat ou des substances réglementées visées au premier alinéa recyclées ou régénérées auprès d'une des parties.

2. i) Sous réserve des paragraphes 5 à 10, chaque producteur veille à ce que:

- a) le niveau calculé de sa production de bromure de méthyle durant la période du 1er janvier au 31 décembre 1999, et durant chaque période de douze mois suivante, ne dépasse pas 75% du niveau calculé de sa production de bromure de méthyle en 1991;
- b) le niveau calculé de sa production de bromure de méthyle durant la période du 1er janvier au 31 décembre 2001, et durant chaque période de douze mois suivante, ne dépasse pas 40% du niveau calculé de sa production de bromure de méthyle en 1991;
- c) le niveau calculé de sa production de bromure de méthyle durant la période du 1er janvier au 31 décembre 2003, et durant chaque période de douze mois suivante, ne dépasse pas 25% du niveau calculé de sa production de bromure de méthyle en 1991;
- d) la production de bromure de méthyle ne continue pas au-delà du 31 décembre 2004.

Les niveaux calculés visés aux points a), b), c) et d) n'incluent pas la quantité de bromure de méthyle produite pour des applications à des fins de quarantaine et avant expédition.

ii) Compte tenu des propositions des Etats membres, la Commission applique, conformément à la procédure visée à l'article 18, paragraphe 2, les critères établis dans la décision IX/6 des parties, ainsi que tous les autres critères pertinents établis d'un commun accord par les parties, afin de déterminer chaque année les utilisations critiques pour lesquelles la production, l'importation et l'utilisation de bromure de méthyle peuvent être autorisées dans la Communauté après le 31 décembre 2004, les quantités et les utilisations à autoriser et les utilisateurs susceptibles de bénéficier de la dérogation pour utilisation critique. La production et l'importation ne sont autorisées que s'il n'est pas possible de se procurer un produit de remplacement adéquat ou du bromure de méthyle recyclé ou régénéré auprès d'une des parties.

En cas d'urgence, lorsque la prolifération inattendue de certains parasites ou maladies l'exige, la Commission, à la demande de l'autorité compétente d'un Etat membre, peut autoriser à titre temporaire l'utilisation de bromure de méthyle. Une telle autorisation ne doit pas excéder 120 jours et pour une quantité ne dépassant pas 20 tonnes.

3. Sous réserve des paragraphes 8, 9 et 10, chaque producteur veille à ce que:

- a) le niveau calculé de sa production d'hydrochlorofluorocarbures durant la période du 1er janvier au 31 décembre 2000 et durant chaque période de douze mois suivante, ne dépasse pas le niveau calculé de sa production d'hydrochlorofluorocarbures en 1997;
- b) le niveau calculé de sa production d'hydrochlorofluorocarbures durant la période du 1er janvier au 31 décembre 2008, et durant chaque période de douze mois suivante, ne dépasse pas 35% du niveau calculé de sa production d'hydrochlorofluorocarbures en 1997;
- c) le niveau calculé de sa production d'hydrochlorofluorocarbures durant la période du 1er au 31 décembre 2014, et durant chaque période de douze mois suivante, ne dépasse pas 20% du niveau calculé de sa production d'hydrochlorofluorocarbures en 1997;
- d) le niveau calculé de sa production d'hydrochlorofluorocarbures au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2020, et durant chaque période de douze mois suivante, ne dépasse pas 15% du niveau calculé de sa production d'hydrochlorofluorocarbures en 1997;
- e) il ne produise plus d'hydrochlorofluorocarbures après le 31 décembre 2025.

Avant le 31 décembre 2002, la Commission révisé le niveau de la production d'hydrochloro-fluorocarbures en vue de déterminer s'il conviendrait de proposer:

- une réduction de la production avant l'année 2008 et/ou
- une modification des niveaux de production prévus aux points b), c) et d).

Cet examen prend en considération le développement de la consommation d'hydrochloro-fluorocarbures dans le monde entier, les exportations d'hydrochlorofluorocarbures de la Communauté et d'autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la disponibilité technique et économique des substances ou des technologies de remplacement ainsi que l'évolution, au niveau international, de la situation en la matière au titre du protocole.

4. La Commission délivre des licences aux utilisateurs désignés en application du paragraphe 1, deuxième alinéa, et du paragraphe 2, point ii), et leur notifie l'utilisation pour laquelle une autorisation leur est accordée, les substances et la quantité de ces substances qu'ils sont autorisés à utiliser.

5. Un producteur peut être autorisé par l'autorité compétente de l'Etat membre dans lequel se situe sa production concernée à produire les substances réglementées visées aux paragraphes 1 et 2 dans le but de satisfaire les demandes pour lesquelles une licence a été accordée en application du paragraphe 4. L'autorité compétente de l'Etat membre concerné informe la Commission à l'avance de son intention de délivrer une telle autorisation.

6. Un producteur peut être autorisé par l'autorité compétente de l'Etat membre dans lequel se situe sa production concernée à dépasser les niveaux calculés de production fixés aux paragraphes 1 et 2 en vue de satisfaire les besoins intérieurs fondamentaux des parties, en application de l'article 5 du protocole, à condition que les niveaux additionnels calculés de production de l'Etat membre en cause ne dépassent pas ceux autorisés à cette fin par les articles 2 A à 2 E et 2 H du protocole pour les périodes en question. L'autorité compétente de l'Etat membre concerné informe la Commission à l'avance de son intention de délivrer une telle autorisation.

7. Dans la mesure où le protocole le permet, un producteur peut être autorisé par l'autorité compétente de l'Etat membre dans lequel se situe sa production concernée à dépasser les niveaux calculés de production fixés aux paragraphes 1 et 2 afin de satisfaire d'éventuelles utilisations essentielles ou critiques par les parties à la demande de celles-ci. L'autorité compétente de l'Etat membre concerné informe la Commission à l'avance de son intention de délivrer une telle autorisation.

8. Dans la mesure où le protocole le permet, un producteur peut, pour des motifs de rationalisation industrielle dans l'Etat membre concerné, être autorisé par l'autorité compétente de l'Etat membre dans lequel se situe sa production concernée, à dépasser les niveaux calculés de production fixés aux paragraphes 1 à 7, pour autant que les niveaux calculés de production de cet Etat membre ne dépassent pas la somme des niveaux calculés de production de ses producteurs nationaux fixés aux paragraphes 1 à 7 pour les périodes en question. L'autorité compétente de l'Etat membre concerné informe la Commission à l'avance de son intention de délivrer une telle autorisation.

9. Dans la mesure où le protocole le permet, un producteur peut, pour des motifs de rationalisation industrielle entre Etats membres, être autorisé par la Commission, en accord avec l'autorité compétente de l'Etat membre dans lequel se situe sa production concernée, à dépasser les niveaux calculés de production fixés aux paragraphes 1 à 8, pour autant que la somme des niveaux calculés de production des Etats membres concernés ne dépasse pas la somme des niveaux calculés de production de leurs producteurs nationaux fixés aux paragraphes 1 à 8 pour les périodes en question. L'accord de l'autorité compétente de l'Etat membre dans lequel il est prévu de réduire la production est également requis.

10. Dans la mesure où le protocole le permet, un producteur peut, pour des motifs de rationalisation industrielle avec un pays tiers au sein du protocole, être autorisé par la Commission, en accord avec l'autorité compétente de l'Etat membre dans lequel se situe la production concernée et avec le gouvernement du pays tiers concerné, à associer ses niveaux calculés de production fixés aux paragraphes 1 à 9 avec les niveaux calculés de production autorisés pour un producteur d'un pays tiers en vertu du protocole et de la législation nationale dudit producteur, pour autant que la somme des niveaux calculés de

production des deux producteurs ne dépasse pas la somme des niveaux calculés de production autorisés conformément aux paragraphes 1 à 9 pour le producteur communautaire et des niveaux calculés de production autorisés pour le producteur d'un pays tiers en vertu du protocole et à la législation nationale applicable.

Article 4

Limitation de la mise sur le marché et de l'utilisation de substances réglementées

1. Sous réserve des paragraphes 4 et 5, la mise sur le marché et l'utilisation des substances réglementées suivantes:

- a) chlorofluorocarbures;
- b) autres chlorofluorocarbures entièrement halogénés;
- c) halons;
- d) tétrachlorure de carbone;
- e) trichloro-1,1,1-éthane;
- f) hydrobromofluorocarbures

sont interdites.

La Commission peut, à la demande d'une autorité compétente d'un Etat membre et conformément à la procédure visée à l'article 18, paragraphe 2, accorder à titre temporaire une dérogation pour permettre l'utilisation de chlorofluorocarbures jusqu'au 31 décembre 2004 dans des dispositifs hermétiquement scellés destinés à être implantés dans le corps humain en vue de fournir des doses mesurées de médicaments et, jusqu'au 31 décembre 2008, dans des applications militaires existantes, lorsqu'il est démontré que, pour une utilisation particulière, il n'existe pas de substance ou de technologie de remplacement techniquement et économiquement envisageables, ou qu'elles ne peuvent pas être utilisées.

2. i) Sous réserve des paragraphes 4 et 5, chaque producteur ou importateur veille à ce que:
- a) le niveau calculé de bromure de méthyle qu'il met sur le marché ou qu'il utilise pour son propre compte durant la période du 1er janvier au 31 décembre 1999 et durant chaque période de douze mois suivante ne dépasse pas 75% du niveau calculé de bromure de méthyle qu'il a mis sur le marché ou utilisé pour son propre compte en 1991;
 - b) le niveau calculé de bromure de méthyle qu'il met sur le marché ou qu'il utilise pour son propre compte durant la période du 1er janvier au 31 décembre 2001 et durant chaque période de douze mois suivante ne dépasse pas 40% du niveau calculé de bromure de méthyle qu'il a mis sur le marché ou utilisé pour son propre compte en 1991;
 - c) le niveau calculé de bromure de méthyle qu'il met sur le marché ou qu'il utilise pour son propre compte durant la période du 1er janvier au 31 décembre 2003 et durant chaque période de douze mois suivante ne dépasse pas 25% du niveau calculé de bromure de méthyle qu'il a mis le marché ou utilisé pour son propre compte en 1991;
 - d) il ne mette sur le marché ni n'utilise pour son propre compte du bromure de méthyle après le 31 décembre 2004.

Dans la mesure où le protocole l'autorise, la Commission, à la demande d'une autorité compétente d'un Etat membre et conformément à la procédure visée à l'article 18, paragraphe 2, ajuste le niveau calculé de bromure de méthyle visé à l'article 3, paragraphe 2, point i) c) et au point c) visé ci-dessus, lorsqu'il s'avère que cela est nécessaire pour répondre aux besoins de cet Etat membre, du fait qu'il n'existe ou que l'on ne peut employer aucun produit ou solution de remplacement techniquement et économiquement envisageable et acceptable du point de vue de l'environnement et de la santé.

La Commission, en consultation avec les Etats membres, encourage la mise au point, notamment par la recherche, de produits de remplacement du bromure de méthyle et leur utilisation aussi rapidement que possible.

- ii) Sous réserve du paragraphe 4, la mise sur le marché et l'utilisation du bromure de méthyle par des entreprises autres que des producteurs et importateurs est interdite après le 31 décembre 2005.

- iii) Les niveaux calculés visés au point i), a), b), c) et d) et au point ii), n'incluent pas la quantité de bromure de méthyle produite ou importée pour des applications à des fins de quarantaine et avant expédition. Pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2001 et pour chaque période de douze mois suivante, chaque producteur ou importateur veille à ce que le niveau calculé de bromure de méthyle qu'il met sur le marché ou qu'il utilise pour son propre compte à des fins de quarantaine et avant expédition ne dépasse pas la moyenne du niveau calculé de bromure de méthyle qu'il a mis sur le marché ou utilisé pour son propre compte à des fins de quarantaine et avant expédition pendant les années 1996, 1997 et 1998.

Chaque année, les Etats membres font rapport à la Commission sur les quantités de bromure de méthyle autorisées et utilisées pour des applications à des fins de quarantaine et avant expédition sur leur territoire, les fins pour lesquelles le bromure de méthyle a été utilisé et l'état d'avancement de l'évaluation et de l'utilisation de produits de remplacement.

La Commission prend des mesures, conformément à la procédure visée à l'article 18, paragraphe 2, pour réduire le niveau calculé de bromure de méthyle que les producteurs et les importateurs peuvent mettre sur le marché ou utiliser pour leur propre compte à des fins de quarantaine et avant expédition en fonction de la disponibilité technique ou économique de substances ou technologies de remplacement et de l'évolution, au niveau international, de la situation en la matière au titre du protocole.

- iv) Les limites quantitatives totales de bromure de méthyle qui peuvent être mises sur le marché par des producteurs ou des importateurs ou utilisées pour leur propre compte sont indiquées à l'annexe III.

3. i) Sous réserve des paragraphes 4 et 5 et de l'article 5, paragraphe 5:

- a) le niveau calculé d'hydrochlorofluorocarbures que les producteurs et les importateurs mettent sur le marché ou qu'ils utilisent pour leur propre compte durant la période du 1er janvier au 31 décembre 1999 et durant chaque période de douze mois suivante ne dépasse pas la somme:
- de 2,6% du niveau calculé de chlorofluorocarbures que les producteurs et les importateurs ont mis sur le marché ou qu'ils ont utilisé pour leur propre compte en 1989 et
 - du niveau calculé d'hydrochlorofluorocarbures que les producteurs et les importateurs ont mis sur le marché ou qu'ils ont utilisé pour leur propre compte en 1989;
- b) le niveau calculé d'hydrochlorofluorocarbures que les producteurs et les importateurs mettent sur le marché ou qu'ils utilisent pour leur propre compte durant la période du 1er janvier au 31 décembre 2001 ne dépasse pas la somme:
- de 2,0% du niveau calculé de chlorofluorocarbures que les producteurs et les importateurs ont mis sur le marché ou qu'ils ont utilisé pour leur propre compte en 1989 et
 - du niveau calculé d'hydrochlorofluorocarbures que les producteurs et les importateurs ont mis sur le marché ou qu'ils ont utilisé pour leur propre compte en 1989;
- c) le niveau calculé d'hydrochlorofluorocarbures que les producteurs et les importateurs mettent sur le marché ou qu'ils utilisent pour leur propre compte durant la période du 1er janvier au 31 décembre 2002 ne dépasse pas 85% du niveau calculé en application du point b);
- d) le niveau calculé d'hydrochlorofluorocarbures que les producteurs et les importateurs mettent sur le marché ou qu'ils utilisent pour leur propre compte durant la période du 1er janvier au 31 décembre 2003 ne dépasse pas 45% du niveau calculé en application du point b);
- e) le niveau calculé d'hydrochlorofluorocarbures que les producteurs et les importateurs mettent sur le marché ou qu'ils utilisent pour leur propre compte durant la période du 1er janvier au 31 décembre 2004 et durant chaque période de douze mois suivante ne dépasse pas 30% du niveau calculé en application du point b);
- f) le niveau calculé d'hydrochlorofluorocarbures que les producteurs et les importateurs mettent sur le marché ou qu'ils utilisent pour leur propre compte durant la période du 1er janvier au 31 décembre 2008 et durant chaque période de douze mois suivante ne dépasse pas 25% du niveau calculé en application du point b);

- g) aucun producteur ou importateur ne met sur le marché ou n'utilise pour son propre compte des hydrochlorofluorocarbures après le 31 décembre 2009;
 - h) chaque producteur et importateur veille à ce que le niveau calculé d'hydrochlorofluorocarbures qu'il met sur le marché ou utilise pour son propre compte au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2001 et durant la période de douze mois suivante jusqu'au 31 décembre 2002 n'excède pas, en pourcentage des niveaux calculés fixés aux points a) à c), sa part de marché en 1996.
 - ii) Avant le 1er janvier 2001, la Commission définit, conformément à la procédure visée à l'article 18, paragraphe 2, un mécanisme pour l'attribution à chaque producteur et importateur de quotas des niveaux calculés fixés aux points d) à f), valables durant la période du 1er janvier au 31 décembre 2003 et durant chaque période de douze mois suivante.
 - iii) En ce qui concerne les producteurs, les quantités visées au présent paragraphe s'appliquent aux quantités d'hydrochlorofluorocarbures vierges qu'ils mettent sur le marché ou utilisent pour leur propre compte dans la Communauté et qui y ont été produites.
 - iv) Les limites quantitatives totales d'hydrochlorofluorocarbures qui peuvent être mises sur le marché ou utilisées pour leur propre compte par des importateurs ou par des producteurs sont indiquées à l'annexe III.
4. i) a) Les paragraphes 1, 2 et 3 ne s'appliquent pas à la mise sur le marché de substances réglementées pour destruction à l'intérieur de la Communauté à l'aide de technologies approuvées par les parties.
- b) Les paragraphes 1, 2 et 3 ne s'appliquent pas à la mise sur le marché ni à l'utilisation de substances réglementées lorsque:
- elles sont utilisées comme intermédiaires de synthèse ou comme agents de fabrication ou
 - elles sont utilisées pour répondre aux demandes autorisées correspondant à des utilisations essentielles et émanant des utilisateurs déterminés en application de l'article 3, paragraphe 1, ou aux demandes pour lesquelles une licence a été accordée aux fins d'utilisations critiques émanant des utilisateurs déterminés conformément à l'article 3, paragraphe 2, ou encore pour répondre aux demandes correspondant à des utilisations temporaires en cas d'urgence, autorisées conformément à l'article 3, paragraphe 2, point ii).
- ii) Le paragraphe 1 ne s'applique pas à la mise sur le marché, par des entreprises autres que les producteurs, de substances réglementées aux fins de la maintenance ou de l'entretien d'équipements de réfrigération ou de conditionnement d'air, jusqu'au 31 décembre 1999.
- iii) Le paragraphe 1 ne s'applique pas à l'utilisation, jusqu'au 31 décembre 2000, de substances réglementées aux fins de la maintenance ou de l'entretien d'équipements de réfrigération ou de conditionnement d'air ou dans les procédés de dactyloscopie.
- iv) Le paragraphe 1, point c), ne s'applique pas à la mise sur le marché ni à l'utilisation de halons récupérés, recyclés ou régénérés dans des systèmes de protection contre les incendies existant jusqu'au 31 décembre 2002, ni à la mise sur le marché ni à l'utilisation de halons pour des utilisations critiques conformément à l'annexe VII. Chaque année, les autorités compétentes des Etats membres notifient à la Commission les quantités de halons utilisées pour des utilisations critiques et les mesures prises pour réduire leurs émissions et une estimation de celles-ci ainsi que les actions en cours pour identifier et utiliser des produits de remplacement adéquats. Chaque année, la Commission réexamine les utilisations critiques énumérées à l'annexe VII et, si nécessaire, adopte des modifications conformément à la procédure visée à l'article 18, paragraphe 2.
- v) Sauf pour les utilisations énumérées à l'annexe VII, les systèmes de protection contre les incendies et les extincteurs contenant des halons sont mis hors service avant le 31 décembre 2003, les halons étant récupérés conformément à l'article 16.
5. Tout producteur ou importateur habilité à mettre sur le marché ou à utiliser pour son propre compte les substances réglementées visées au présent article peut transférer ce droit, pour tout ou partie des quantités de ce groupe de substances fixées conformément audit article, à tout autre producteur ou

importateur de ce groupe de substances dans la Communauté. Tout transfert de ce type doit être notifié au préalable à la Commission. Un transfert du droit de mise sur le marché ou d'utilisation n'implique pas un droit supplémentaire de production ou d'importation.

6. L'importation et la mise sur le marché de produits et de matériel contenant des chlorofluorocarbures, d'autres chlorofluorocarbures entièrement halogénés, des halons, du tétrachlorure de carbone, du trichloro-1,1,1-éthane et des hydrobromofluorocarbures sont interdites, à l'exception des produits et des équipements pour lesquels l'utilisation de substances réglementées a été autorisée en application de l'article 3, paragraphe 1, deuxième alinéa, ou figure à l'annexe VII. Les produits et équipements fabriqués avant l'entrée en vigueur du présent règlement ne sont pas concernés par cette interdiction.

Article 5

Limitation de l'utilisation des hydrochlorofluorocarbures

1. Sous réserve des conditions suivantes, l'utilisation des hydrochlorofluorocarbures est interdite:
 - a) dans les aérosols;
 - b) en tant que solvants:
 - i) dans les utilisations non confinées, y compris les machines de nettoyage et les systèmes de déshydratation ou de séchage à toit ouvert sans zone réfrigérée, les adhésifs et les agents de démoulage, lorsqu'ils ne sont pas mis en oeuvre dans un équipement fermé, pour le nettoyage des tuyauteries, s'il n'y a pas récupération des hydrochlorofluorocarbures;
 - ii) à compter du 1er janvier 2002, dans tous les usages des solvants, à l'exception du nettoyage de précision de composants électriques ou autres dans les applications aérospatiale et aéronautique pour lequel l'interdiction entre en vigueur le 31 décembre 2008;
 - c) en tant qu'agents réfrigérants:
 - i) dans les équipements fabriqués après le 31 décembre 1995 et destinés aux applications suivantes:
 - systèmes non clos d'évaporation directe,
 - réfrigérateurs et congélateurs ménagers,
 - systèmes de conditionnement d'air pour véhicules à moteurs, tracteurs et véhicules hors route ou remorques, quelle que soit la source d'énergie utilisée, à l'exception des applications militaires, pour lesquelles l'interdiction entre en vigueur le 31 décembre 2008,
 - systèmes de conditionnement d'air des moyens de transport public routiers;
 - ii) dans les équipements pour systèmes de conditionnement d'air destinés au transport ferroviaire fabriqués après le 31 décembre 1997;
 - iii) à partir du 1er janvier 2000, dans les équipements produits après le 31 décembre 1999 et destinés aux applications suivantes:
 - dépôts et entrepôts frigorifiques du secteur public et de la distribution,
 - équipements ayant une puissance à l'arbre égale ou supérieure à 150 kilowatts;
 - iv) à partir du 1er janvier 2001, dans tous les autres équipements de réfrigération et de conditionnement d'air fabriqués après le 31 décembre 2000, à l'exception des équipements de conditionnement d'air fixes ayant une capacité de réfrigération inférieure à 100 kilowatts dans lesquels l'utilisation d'hydrochlorofluorocarbures est interdite à partir du 1er juillet 2002 dans les équipements fabriqués après le 30 juin 2002 et des systèmes réversibles de conditionnement d'air/pompes à chaleur, dans lesquels l'utilisation d'hydrochlorofluorocarbures sera interdite après le 1er janvier 2004 pour tous les équipements produits après le 31 décembre 2003;
 - v) à partir du 1er janvier 2010, l'utilisation d'hydrochlorofluorocarbures vierges est interdite dans la maintenance et l'entretien des équipements de réfrigération et de conditionnement d'air existant à cette date; l'ensemble des hydrochlorofluorocarbures sont interdits à compter du 1er janvier 2015.

Avant le 31 décembre 2008, la Commission examine la disponibilité technique et économique de solutions de remplacement des hydrochlorofluorocarbures recyclés.

Cet examen prend en considération la disponibilité de solutions de remplacement des hydrochlorofluorocarbures techniquement et économiquement envisageables dans les équipements de réfrigération existants, en vue d'éviter un abandon injustifié de ceux-ci.

Les solutions de remplacement envisagées devraient avoir des effets sensiblement moins nocifs sur l'environnement que les hydrochlorofluorocarbures.

La Commission soumet le résultat de cet examen au Parlement européen et au Conseil. Elle prend, le cas échéant, conformément à la procédure visée à l'article 18, paragraphe 2, la décision de modifier la date du 1er janvier 2015;

- d) pour la production de mousses:
- i) pour la production de toutes les mousses, à l'exception des mousses à peau intégrée utilisées dans les applications de sécurité et des mousses rigides d'isolation;
 - ii) à partir du 1er octobre 2000, pour la production de mousses à peau intégrée utilisées dans les applications de sécurité et de mousses rigides d'isolation en polyéthylène;
 - iii) à partir du 1er janvier 2002, pour la production de mousses rigides d'isolation en polystyrène extrudé, sauf lors de l'utilisation dans des applications d'isolation dans les transports;
 - iv) à partir du 1er janvier 2003, pour la production de mousses en polyuréthane destinées à des appareils, de mousses en polyuréthane à parement souple et de panneaux en polyuréthane, sauf lorsque ces deux derniers sont utilisés pour des applications d'isolation dans les transports;
 - v) à partir du 1er janvier 2004, pour la production de toutes les mousses, y compris les mousses en polyuréthane en *spray* ou rigides;
- e) en tant que gaz vecteurs pour les substances destinées à la stérilisation en systèmes clos, dans les équipements fabriqués après le 31 décembre 1997;
- f) pour toutes les autres applications.
2. Par dérogation au paragraphe 1, l'utilisation des hydrochlorofluorocarbures est autorisée:
- a) dans des utilisations en laboratoire, notamment dans le cadre des activités de recherche et de développement;
 - b) comme intermédiaire de synthèse;
 - c) comme agent de fabrication.
3. Par dérogation au paragraphe 1, l'utilisation d'hydrochlorofluorocarbures comme agents de lutte contre les incendies dans les systèmes de protection existant en la matière peut être autorisée en remplacement des halons pour les applications énumérées à l'annexe VII dans les conditions suivantes:
- les halons contenus dans les systèmes de protection contre les incendies sont remplacés entièrement;
 - les halons retirés sont détruits;
 - 70% des frais de destruction sont couverts par le fournisseur d'hydrochlorofluorocarbures;
 - chaque année, les Etats membres faisant usage de cette disposition notifient à la Commission le nombre d'installations et les quantités de halons concernés.
4. L'importation et la mise sur le marché de produits et d'équipements contenant des hydrochlorofluorocarbures faisant l'objet d'une restriction d'utilisation en vertu du présent article sont interdites à compter de la date à laquelle la restriction d'utilisation entre en vigueur. Les produits et les équipements dont il est établi qu'ils ont été fabriqués avant la date de restriction d'utilisation ne sont pas visés par cette interdiction.
5. Jusqu'au 31 décembre 2009, les restrictions d'utilisation prévues par le présent article ne s'appliquent pas à l'utilisation d'hydrochlorofluorocarbures dans la fabrication de produits destinés à l'exportation vers des pays où l'utilisation d'hydrochlorofluorocarbures dans ces produits est encore autorisée.

6. La Commission peut, conformément à la procédure visée à l'article 18, paragraphe 2, et compte tenu de l'expérience acquise dans la mise en oeuvre du présent règlement ou du progrès technique, modifier la liste et les dates fixées au paragraphe 1, les délais fixés ne pouvant en aucune façon être prolongés, sans préjudice des dérogations prévues au paragraphe 7.

7. La Commission peut, à la demande d'une autorité compétente d'un Etat membre et conformément à la procédure visée à l'article 18, paragraphe 2, accorder à titre temporaire une dérogation au paragraphe 1 et à l'article 4, paragraphe 3, afin de permettre la mise sur le marché et l'utilisation d'hydrochlorofluorocarbures, lorsqu'il est démontré que, pour une application particulière, il n'existe pas de substances ou de technologies de remplacement techniquement et économiquement envisageables, ou qu'elles ne peuvent pas être utilisées. La Commission informe immédiatement les Etats membres des dérogations accordées.

Chapitre III – Régime commercial

Article 6

Licence pour les importations en provenance de pays tiers

1. La mise en libre pratique dans la Communauté ou le perfectionnement actif de substances réglementées sont soumis à la présentation d'une licence d'importation. Cette licence est délivrée par la Commission après vérification de la conformité avec les articles 6, 7, 8 et 13. La Commission en adresse une copie à l'autorité compétente de l'Etat membre dans lequel ces substances doivent être importées. A cet effet, chaque Etat membre désigne une autorité compétente. Les substances réglementées énumérées dans les groupes I, II, III, IV et V figurant à l'annexe I ne sont pas importées pour le perfectionnement actif.

2. La licence, lorsqu'elle concerne la procédure de perfectionnement actif, est délivrée uniquement s'il est prévu d'utiliser les substances réglementées sur le territoire douanier de la Communauté sous le système de la suspension prévu à l'article 114, paragraphe 2, point a), du règlement (CEE) No 2913/92 et sous réserve que les produits compensateurs soient réexportés vers un Etat dans lequel la production, la consommation et l'importation des substances réglementées en cause ne sont pas interdites. La licence n'est délivrée qu'après approbation de l'autorité compétente de l'Etat membre dans lequel est réalisé le perfectionnement actif.

3. La demande de licence comporte:

- a) le nom et l'adresse de l'importateur et de l'exportateur;
- b) le nom du pays d'où la substance est exportée;
- c) le nom du pays de destination finale, lorsque les substances réglementées sont destinées à être utilisées sur le territoire douanier de la Communauté sous le régime du perfectionnement actif dans les conditions prévues au paragraphe 2;
- d) la description de chaque substance réglementée, comprenant:
 - sa description commerciale,
 - sa description et son code NC tels qu'indiqués à l'annexe IV,
 - l'indication de sa nature (vierge, récupérée ou régénérée),
 - l'indication de la quantité de substances, exprimée en kilogrammes;
- e) l'indication de l'objet de l'importation envisagée;
- f) s'ils sont connus, le lieu et la date de l'importation envisagée et, au besoin, les modifications de ces données.

4. La Commission peut exiger un certificat attestant la nature de la substance à importer.

5. La Commission, conformément à la procédure visée à l'article 18, paragraphe 2, peut modifier la liste du paragraphe 3 et de l'annexe IV.

*Article 7****Importation de substances réglementées en provenance de pays tiers***

La mise en libre pratique dans la Communauté de substances réglementées importées de pays tiers est soumise à des limites quantitatives. Ces limites sont déterminées et les quantités correspondantes sont allouées aux entreprises pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1999 et pour chaque période de douze mois suivante selon la procédure visée à l'article 18, paragraphe 2. Elles sont allouées uniquement:

- a) pour des substances réglementées des groupes VI et VIII, visées à l'annexe I;
- b) pour des substances réglementées utilisées pour satisfaire à des utilisations essentielles ou critiques ou pour des applications à des fins de quarantaine et avant expédition;
- c) pour des substances réglementées utilisées comme intermédiaires de synthèse ou agents de fabrication ou
- d) aux entreprises disposant d'installations pour la destination des substances réglementées récupérées, si les substances réglementées sont utilisées pour être détruites dans la Communauté selon des techniques approuvées par les parties.

*Article 8****Importation de substances réglementées en provenance d'Etats non parties au protocole***

La mise en libre pratique dans la Communauté ou le perfectionnement actif de substances réglementées importées de tout Etat non partie au protocole est interdite.

*Article 9****Importation de produits contenant des substances réglementées en provenance d'Etats non parties au protocole***

1. La mise en libre pratique dans la Communauté de produits et d'équipements contenant des substances réglementées importées d'Etats non parties au protocole est interdite.
2. Une liste des produits contenant des substances réglementées et des codes de la nomenclature combinée figure à l'annexe V à l'intention des autorités douanières des Etats membres. La Commission, selon la procédure visée à l'article 18, paragraphe 2, peut effectuer des ajouts, des suppressions ou des modifications de cette liste sur la base des listes établies par les parties.

*Article 10****Importations de produits fabriqués avec des substances réglementées en provenance d'Etats non parties au protocole***

A la lumière de la décision prise par les parties, le Conseil arrête, sur proposition de la Commission, des règles applicables à la mise en libre pratique dans la Communauté de produits importés d'Etats non parties au protocole qui sont fabriqués avec des substances réglementées, mais ne contiennent pas des substances qui peuvent être identifiées avec certitude comme des substances réglementées. L'identification de ces produits se fait selon des avis techniques donnés périodiquement aux parties. Le Conseil statue à la majorité qualifiée.

*Article 11****Exportation de substances réglementées ou de produits contenant des substances réglementées***

1. Les exportations à partir de la Communauté de chlorofluorocarbures, d'autres chlorofluorocarbures entièrement halogénés, de halons, de tétrachlorure de carbone, de trichloro-1,1,1-éthane et d'hydrobromofluorocarbures ou de produits et d'équipements autres que des effets personnels contenant ces

substances ou dont la fonction continue repose sur la fourniture de ces substances sont interdites. Cette interdiction ne s'applique pas aux exportations:

- a) de substances réglementées produites en application de l'article 3, paragraphe 6, en vue de répondre aux besoins intérieurs fondamentaux des parties conformément à l'article 5 du protocole;
 - b) de substances réglementées fabriquées en application de l'article 3, paragraphe 7, en vue de répondre aux utilisations essentielles ou critiques des parties;
 - c) de produits et d'équipements contenant des substances réglementées fabriquées en application de l'article 3, paragraphe 5, ou importées conformément à l'article 7, point b);
 - d) de produits et d'équipements contenant des halons en vue de répondre aux utilisations critiques énumérées à l'annexe VII;
 - e) de substances contrôlées à utiliser pour des applications avec des intermédiaires de synthèse et comme agents de fabrication.
2. Les exportations à partir de la Communauté de bromure de méthyle à destination de tout Etat non partie au protocole sont interdites.
3. A compter du 1er janvier 2004, les exportations à partir de la Communauté d'hydrochloro-fluorocarbures à destination de tout Etat non partie au protocole sont interdites. La Commission, conformément à la procédure visée à l'article 18, paragraphe 2, examine cette date en fonction de l'évolution, au niveau international, de la situation en la matière au titre du protocole et la modifie le cas échéant.

Article 12

Autorisation des exportations

1. Les exportations à partir de la Communauté de substances réglementées sont soumises à autorisation. Les autorisations d'exportation sont délivrées aux entreprises par la Commission pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2001 et pour chaque période de douze mois suivante, après vérification de la conformité à l'article 11. La Commission transmet une copie de chaque autorisation d'exportation à l'autorité compétente de l'Etat membre concerné.
2. Chaque demande d'autorisation d'exportation comporte:
 - a) le nom et l'adresse de l'exportateur et du producteur, si ce n'est pas le même;
 - b) une description de la ou des substances destinées à être exportées comprenant:
 - la dénomination commerciale,
 - la dénomination et le code NC tels qu'indiqués à l'annexe IV,
 - la nature de la substance (vierge, récupérée ou régénérée);
 - c) la quantité totale de chaque substance destinée à être exportée;
 - d) le ou les pays de destination finale de la ou des substances réglementées en cause;
 - e) l'objet des exportations.
3. Chaque exportateur notifie à la Commission tout changement intervenant au cours de la période de validité de l'autorisation en ce qui concerne les données indiquées au paragraphe 2. Chaque exportateur communique à la Commission les informations visées à l'article 19.

Article 13

Autorisation exceptionnelle de commerce avec des Etats non parties au protocole

Par dérogation à l'article 8, à l'article 9, paragraphe 1, à l'article 10 et à l'article 11, paragraphes 2 et 3, le commerce avec un Etat non partie au protocole de substances réglementées et de produits fabriqués avec une ou plusieurs de ces substances et/ou en contenant peut être autorisé par la Commission, pour autant qu'il soit reconnu, dans une réunion des parties, que l'Etat non partie au protocole s'est

entièrement conformé au protocole et a fourni, à cet effet, les données visées à l'article 7 du protocole. La Commission arrête ses décisions selon la procédure visée à l'article 18, paragraphe 2, du présent règlement.

Article 14

Commerce avec les territoires non couverts par le protocole

1. Sous réserve d'une décision au titre du paragraphe 2, les articles 8 et 9 ainsi que l'article 11, paragraphes 2 et 3, s'appliquent à tout territoire non couvert par le protocole, de même qu'ils s'appliquent à tout Etat non partie à celui-ci.

2. Si les autorités d'un territoire non couvert par le protocole respectent intégralement le protocole et ont communiqué, à cet effet, les données prévues à l'article 7 du protocole, la Commission peut décider que, partiellement ou en totalité, les articles 8, 9 et 11 du présent règlement ne s'appliquent pas à ce territoire.

La Commission prend sa décision selon la procédure visée à l'article 18, paragraphe 2.

Article 15

Information des Etats membres

La Commission informe sans délai les Etats membres de toutes les mesures qu'elle prend en application des articles 6, 7, 9, 12, 13 et 14.

Chapitre IV – Réglementation des émissions

Article 16

Récupération des substances réglementées utilisées

1. Les substances réglementées contenues dans:
 - les équipements de réfrigération, de climatisation et de pompes à chaleur, à l'exception des réfrigérateurs et des congélateurs ménagers,
 - les équipements contenant des solvants,
 - les systèmes de protection contre le feu et les extincteurs

sont récupérées afin d'être détruites au moyen de techniques approuvées par les parties ou de toute autre technique de destruction écologiquement acceptable, ou d'être recyclées ou régénérées au cours des opérations de maintenance et d'entretien des équipements ou avant le démontage ou l'élimination de ces équipements.

2. Les substances réglementées contenues dans les réfrigérateurs et congélateurs ménagers sont récupérées et traitées comme prévu au paragraphe 1 après le 31 décembre 2001.

3. Les substances réglementées contenues dans les produits, les installations ou les équipements autres que ceux mentionnés aux paragraphes 1 et 2 sont récupérées, si possible, et traitées comme prévu au paragraphe 1.

4. Les substances réglementées ne sont pas mises sur le marché dans des emballages jetables, sauf pour les utilisations essentielles.

5. Les Etats membres prennent des mesures visant à promouvoir la récupération, le recyclage, la régénération et la destruction des substances réglementées et confient aux utilisateurs, aux techniciens de la réfrigération ou à d'autres organismes compétents le soin de veiller au respect des dispositions du paragraphe 1. Ils définissent les exigences de qualification minimale requises du personnel concerné. Au plus tard le 31 décembre 2001, les Etats membres font rapport à la Commission sur les programmes

concernant le niveau de qualification précité. La Commission évalue les mesures prises par les Etats membres. A la lumière de cette évaluation et des informations techniques et autres informations pertinentes, la Commission propose, le cas échéant, des mesures concernant le niveau de qualification minimale requis.

6. Les Etats membres font rapport à la Commission, avant le 31 décembre 2001, sur les systèmes mis en place aux fins de la récupération des substances réglementées usagées, y compris les installations disponibles et les quantités de substances réglementées récupérées, recyclées, régénérées ou détruites.

7. Le présent article ne préjuge pas l'application de la directive 75/442/CEE du Conseil du 15 juillet 1975 relative aux déchets ⁽¹⁾ ni les mesures arrêtées en application de l'article 2, paragraphe 2, de ladite directive.

Article 17

Fuites de substances réglementées

1. Toutes les mesures préventives réalisables sont prises afin d'éliminer et de réduire au minimum les fuites de substances réglementées. En particulier, les équipements fixes ayant une charge de fluide réfrigérant supérieure à 3 kilogrammes sont contrôlés chaque année pour établir la présence ou non de fuites. Les Etats membres définissent le niveau de qualification minimale requis du personnel concerné. Au plus tard le 31 décembre 2001, les Etats membres font rapport à la Commission sur les programmes concernant le niveau de qualification requis précité. La Commission évalue les mesures prises par les Etats membres. A la lumière de cette évaluation et des informations techniques et autres informations pertinentes, la Commission propose, le cas échéant, des mesures concernant le niveau de qualification minimale requis.

La Commission promeut l'élaboration de normes européennes relatives au contrôle des fuites et à la récupération des substances s'échappant des équipements commerciaux et industriels de climatisation et de réfrigération, des systèmes de protection contre l'incendie et des équipements contenant des solvants et, le cas échéant, aux exigences techniques en matière d'étanchéité des systèmes de réfrigération.

2. Toutes les mesures préventives réalisables sont prises pour éviter et pour réduire au minimum les fuites de bromure de méthyle des installations de fumigation et des opérations au cours desquelles du bromure de méthyle est utilisé. Lorsque du bromure de méthyle est utilisé dans la fumigation des sols, l'utilisation pendant une période suffisamment longue de films pratiquement imperméables ou d'autres techniques assurant au moins le même niveau de protection de l'environnement est obligatoire. Les Etats membres définissent le niveau de qualification minimale requis du personnel concerné.

3. Toutes les mesures préventives réalisables sont prises pour éviter et réduire au minimum les fuites de substances réglementées utilisées comme intermédiaires de synthèse et agents de fabrication.

4. Toutes les mesures préventives réalisables sont prises pour éviter et réduire au minimum toute fuite de substances réglementées produites par inadvertance lors de la fabrication d'autres substances chimiques.

5. La Commission met au point, le cas échéant, et assure la diffusion de notes décrivant les meilleures technologies disponibles et les meilleures pratiques environnementales concernant la prévention et la réduction au minimum des fuites et des émissions de substances réglementées.

(1) JO L 194 du 25.7.1975, p. 39. Directive modifiée en dernier lieu par la décision 96/350/CE de la Commission (JO L 135 du 6.6.1996, p. 32).

Chapitre V – Comité, information, inspection et sanctions

Article 18

Comité

1. La Commission est assistée par un comité.
2. Dans le cas où il est fait référence au présent paragraphe, les articles 4 et 7 de la décision 1999/468/CE s'appliquent, dans le respect des dispositions de l'article 8 de celle-ci.
La période prévue à l'article 4, paragraphe 3, de la décision 1999/468/CE est fixée à un mois.
3. Le comité adopte son règlement intérieur.

Article 19

Informations à communiquer

1. Avant le 31 mars de chaque année, chaque producteur, importateur et exportateur de substances réglementées communique à la Commission, avec copie à l'autorité compétente de l'Etat membre concerné, les données spécifiées ci-après pour chaque substance réglementée, en référence à la période du 1er janvier au 31 décembre de l'année précédente.

Le format de ce rapport est établi conformément à la procédure visée à l'article 18, paragraphe 2.

a) Chaque producteur communique:

- sa production totale de chaque substance réglementée,
- toute production mise sur le marché ou utilisée pour son propre compte par le producteur à l'intérieur de la Communauté, en indiquant séparément la production destinée à servir d'intermédiaire de synthèse, d'agent de fabrication à des applications à des fins de quarantaine et avant expédition ou à d'autres applications,
- toute production destinée à satisfaire à des utilisations essentielles ou critiques dans la Communauté, autorisée conformément à l'article 3, paragraphe 4,
- toute production autorisée en application de l'article 3, paragraphe 6, en vue de répondre aux besoins intérieurs fondamentaux des parties conformément à l'article 5 du protocole,
- toute production autorisée en application de l'article 3, paragraphe 7, de manière à satisfaire aux utilisations essentielles ou critiques des parties au protocole,
- toute augmentation de production autorisée en application de l'article 3, paragraphes 8, 9 et 10, dans le cadre d'une rationalisation industrielle,
- toutes quantités recyclées, régénérées ou détruites,
- tout stock.

b) Chaque importateur, y compris les producteurs qui importent également des substances, communique:

- toute quantité mise en libre pratique dans la Communauté, en indiquant séparément les importations destinées à servir d'intermédiaires de synthèse ou d'agents de fabrication, destinées à des utilisations essentielles ou critiques autorisées conformément à l'article 3, paragraphe 4, à des applications à des fins de quarantaine et avant expédition, et à la destruction,
- toute quantité de substances réglementées entrant dans la Communauté sous le régime du perfectionnement actif,
- toute quantité de substances réglementées importées en vue de leur recyclage ou leur régénération,
- tout stock.

c) Chaque exportateur, y compris les producteurs qui exportent également des substances, communique:

- toute quantité de substances réglementées exportées hors de la Communauté, y compris les substances réexportées sous le régime du perfectionnement actif, en indiquant séparément les

quantités exportées vers chaque pays de destination et les quantités exportées en vue de leur utilisation comme intermédiaires de synthèse ou agents de fabrication, ou en vue d'utilisations essentielles, critiques, à des fins de quarantaine et avant expédition, pour répondre aux besoins intérieurs fondamentaux des parties conformément à l'article 5 du protocole, ou en vue de leur destruction,

- toute quantité de substances réglementées exportées en vue de leur recyclage ou régénération,
- tout stock.

2. Avant le 31 décembre de chaque année, les autorités douanières des Etats membres retournent à la Commission les documents d'autorisation estampillés.

3. Avant le 31 mars de chaque année, chaque utilisateur autorisé à bénéficier d'une dérogation pour utilisation essentielle en application de l'article 3, paragraphe 1, communique à la Commission, concernant chaque substance ayant fait l'objet d'une autorisation, avec copie à l'autorité compétente de l'Etat membre concerné, la nature de l'utilisation, les quantités utilisées au cours de l'année écoulée, les quantités en stock, toute quantité recyclée ou détruite, ainsi que la quantité des produits contenant ces substances mis sur le marché communautaire et/ou exportés.

4. Avant le 31 mars de chaque année, chaque entreprise qui a reçu l'autorisation d'utiliser des substances réglementées comme agents de fabrication communique à la Commission les quantités utilisées au cours de l'année écoulée, ainsi qu'une estimation des émissions survenues lors de l'utilisation.

5. La Commission prend les mesures appropriées pour protéger le caractère confidentiel des données communiquées.

6. La Commission peut, conformément à la procédure visée à l'article 18, paragraphe 2, modifier les dispositions concernant les informations à communiquer fixées dans les paragraphes 1 à 4, afin de se conformer à des engagements contractés dans le cadre du protocole, ou en vue d'améliorer l'application concrète de ces dispositions.

Article 20

Inspection

1. Dans le cadre des tâches qui lui sont assignées par le présent règlement, la Commission peut obtenir toute information nécessaire des gouvernements et des autorités compétentes des Etats membres ainsi que des entreprises.

2. Lorsqu'elle envoie une demande d'information à une entreprise, la Commission adresse en même temps une copie de la demande à l'autorité compétente de l'Etat membre sur le territoire duquel se trouve le siège de l'entreprise, accompagnée d'une déclaration indiquant les raisons pour lesquelles cette information est demandée.

3. Les autorités compétentes des Etats membres entreprennent les recherches que la Commission estime nécessaires aux fins du présent règlement. Les Etats membres effectuent également des contrôles par sondage concernant les importations de substances contrôlées; ils en communiquent les calendriers et les résultats à la Commission.

4. Sous réserve de l'accord de la Commission et de l'autorité compétente de l'Etat membre sur le territoire duquel les recherches doivent avoir lieu, les fonctionnaires de la Commission assistent les fonctionnaires de l'autorité en question dans l'exercice de leurs fonctions.

5. La Commission prend les mesures appropriées pour promouvoir des échanges d'informations adéquats et une coopération entre les autorités nationales ainsi qu'entre celles-ci et la Commission. La

Commission prend les mesures appropriées pour protéger le caractère confidentiel des informations obtenues en vertu du présent article.

Article 21

Sanctions

Les Etats membres déterminent les sanctions nécessaires applicables en cas d'infractions au présent règlement. Les sanctions sont efficaces, proportionnées et dissuasives. Les Etats membres communiquent à la Commission le texte des dispositions relatives aux sanctions avant le 31 décembre 2000, ainsi que toute modification ultérieure les concernant dans les meilleurs délais.

Chapitre VI – *Nouvelles substances*

Article 22

Nouvelles substances

1. La production, la mise en libre pratique dans la Communauté et le perfectionnement actif, la mise sur le marché et l'utilisation des nouvelles substances énumérées à l'annexe II sont interdites. Cette interdiction ne s'applique pas aux nouvelles substances qui sont utilisées comme intermédiaires de synthèse.
2. La Commission fait, le cas échéant, des propositions visant à inclure dans l'annexe II des substances qui ne sont pas réglementées mais qui sont considérées par le groupe de l'évaluation scientifique prévu par le protocole comme ayant un potentiel d'appauvrissement de l'ozone important, et notamment des propositions concernant d'éventuelles dérogations au paragraphe 1.

Chapitre VII – *Dispositions finales*

Article 23

Abrogation

Le règlement (CE) No 3093/94 est abrogé à partir du 1er octobre 2000.

Les références au règlement abrogé s'entendent comme des références au présent règlement.

Article 24

Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Il est applicable à compter du 1er octobre 2000.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre.

FAIT à Luxembourg, le 29 juin 2000.

Par le Parlement européen,
La Présidente,
 N. FONTAINE

Par le Conseil,
Le Président,
 M. MARQUES DA COSTA

*

ANNEXE I

Substances réglementées visées par le règlement

<i>Groupe</i>	<i>Substance</i>	<i>Potentiel d'appauvrissement de la couche d'ozone (¹)</i>
Groupe I	CFCl ₁ (CFC-11)	1,0
	CF ₂ Cl ₂ (CFC-12)	1,0
	C ₂ F ₃ Cl ₃ (CFC-113)	0,8
	C ₂ F ₄ Cl ₂ (CFC-114)	1,0
	C ₂ F ₅ Cl (CFC-115)	0,6
Groupe II	CF ₃ Cl (CFC-13)	1,0
	C ₂ FCl ₅ (CFC-111)	1,0
	C ₂ F ₂ Cl ₄ (CFC-112)	1,0
	C ₃ FCl ₇ (CFC-211)	1,0
	C ₃ F ₂ Cl ₆ (CFC-212)	1,0
	C ₃ F ₃ Cl ₅ (CFC-213)	1,0
	C ₃ F ₄ Cl ₄ (CFC-214)	1,0
	C ₃ F ₅ Cl ₃ (CFC-215)	1,0
	C ₃ F ₆ Cl ₂ (CFC-216)	1,0
	C ₃ F ₇ Cl (CFC-217)	1,0
Groupe III	CF ₂ BrCl (halon-1211)	3,0
	CF ₃ Br (halon-1301)	10,0
	C ₂ F ₄ Br ₂ (halon-2402)	6,0
Groupe IV	CCl ₄ (tétrachlorure de carbone)	1,1
Groupe V	C ₂ H ₃ Cl ₃ (²) (trichloro-1,1,1-éthane)	0,1
Groupe VI	CH ₃ Br (bromure de méthyle)	0,6
Groupe VII	CHFB ₂	1,00
	CHF ₂ Br	0,74
	CH ₂ FBr	0,73
	C ₂ HFBr ₄	0,8
	C ₂ HF ₂ Br ₃	1,8
	C ₂ HF ₃ Br ₂	1,6
	C ₂ HF ₄ Br	1,2
	C ₂ H ₂ FBr ₃	1,1
	C ₂ H ₂ F ₂ Br ₂	1,5
	C ₂ H ₂ F ₃ Br	1,6
	C ₂ H ₃ FBr ₂	1,7
	C ₂ H ₃ F ₂ Br	1,1
	C ₂ H ₄ FBr	0,1
	C ₃ HFBr ₆	1,5
	C ₃ HF ₂ Br ₅	1,9
	C ₃ HF ₃ Br ₄	1,8
C ₃ HF ₄ Br ₃	2,2	

<i>Groupe</i>	<i>Substance</i>		<i>Potentiel d'appauvrissement de la couche d'ozone (¹)</i>
Groupe VII (suite)	C ₃ HF ₅ Br ₂		2,0
	C ₃ HF ₆ Br		3,3
	C ₃ H ₂ FBr ₅		1,9
	C ₃ H ₂ F ₂ Br ₄		2,1
	C ₃ H ₂ F ₃ Br ₃		5,6
	C ₃ H ₂ F ₄ Br ₂		7,5
	C ₃ H ₂ F ₅ Br		1,4
	C ₃ H ₃ FBr ₄		1,9
	C ₃ H ₃ F ₂ Br ₃		3,1
	C ₃ H ₃ F ₃ Br ₂		2,5
	C ₃ H ₃ F ₄ Br		4,4
	C ₃ H ₄ FBr ₃		0,3
	C ₃ H ₄ F ₂ Br ₂		1,0
	C ₃ H ₄ F ₃ Br		0,8
	C ₃ H ₅ FBr ₂		0,4
	C ₃ H ₅ F ₂ Br		0,8
	C ₃ H ₅ FBr		0,7
Groupe VIII	CHFCl ₂	(HCFC-21) (³)	0,040
	CHF ₂ Cl	(HCFC-22) (³)	0,055
	CH ₂ FCl	(HCFC-31)	0,020
	C ₂ HFCl ₄	(HCFC-121)	0,040
	C ₂ HF ₂ Cl ₃	(HCFC-122)	0,080
	C ₂ HF ₃ Cl ₂	(HCFC-123) (³)	0,020
	C ₂ HF ₄ Cl	(HCFC-124) (³)	0,022
	C ₂ H ₂ FCl ₃	(HCFC-131)	0,050
	C ₂ H ₂ F ₂ Cl ₂	(HCFC-132)	0,050
	C ₂ H ₂ F ₃ Cl	(HCFC-133)	0,060
	C ₂ H ₃ FCl ₂	(HCFC-141)	0,070
	CH ₃ CFCl ₂	(HCFC-141b) (³)	0,110
	C ₂ H ₃ F ₂ Cl	(HCFC-142)	0,070
	CH ₃ CF ₂ Cl	(HCFC-142b) (³)	0,065
	C ₂ H ₄ FCl	(HCFC-151)	0,005
	C ₃ HFCl ₆	(HCFC-221)	0,070
	C ₃ HF ₂ Cl ₅	(HCFC-222)	0,090
	C ₃ HF ₃ Cl ₄	(HCFC-223)	0,080
	C ₃ HF ₄ Cl ₃	(HCFC-224)	0,090
	C ₃ HF ₅ Cl ₂	(HCFC-225)	0,070
	CH ₃ CF ₂ CHCl ₂	(HCFC-225ca) (³)	0,025
	CF ₂ ClCF ₂ CHClF	(HCFC-225cb) (³)	0,033
	C ₃ HF ₆ Cl	(HCFC-226)	0,100
	C ₃ H ₂ FCl ₅	(HCFC-231)	0,090
	C ₃ H ₂ F ₂ Cl ₄	(HCFC-232)	0,100

<i>Groupe</i>	<i>Substance</i>		<i>Potentiel d'appauvrissement de la couche d'ozone (¹)</i>
Groupe VIII (suite)	C ₃ H ₂ F ₃ Cl ₃	(HCFC-233)	0,230
	C ₃ H ₂ F ₄ Cl ₂	(HCFC-234)	0,280
	C ₃ H ₂ F ₅ Cl	(HCFC-235)	0,520
	C ₃ H ₃ FCl ₄	(HCFC-241)	0,090
	C ₃ H ₃ F ₂ Cl ₃	(HCFC-242)	0,130
	C ₃ H ₃ F ₃ Cl ₂	(HCFC-243)	0,120
	C ₃ H ₃ F ₄ Cl	(HCFC-244)	0,140
	C ₃ H ₄ FCl ₃	(HCFC-251)	0,010
	C ₃ H ₄ F ₂ Cl ₂	(HCFC-252)	0,040
	C ₃ H ₄ F ₃ Cl	(HCFC-253)	0,030
	C ₃ H ₅ FCl ₂	(HCFC-261)	0,020
	C ₃ H ₅ F ₂ Cl	(HCFC-262)	0,020
	C ₃ H ₆ FCl	(HCFC-271)	0,030

- (1) Les valeurs du potentiel d'appauvrissement de l'ozone sont des estimations fondées sur les connaissances actuelles et seront réexaminées et révisées périodiquement à la lumière des décisions prises par les parties.
- (2) Cette formule ne vise pas le trichloro-1,1,2-éthane.
- (3) Identifie la substance commercialement la plus viable, comme le prescrit le protocole

*

ANNEXE II

Nouvelles substances

Bromochlorométhane

*

ANNEXE III

**Limites quantitatives totales fixées pour la mise sur le marché
par les producteurs et les importateurs ou pour l'utilisation pour leur propre compte
de substances réglementées dans la Communauté**

(niveaux calculés exprimés en tonnes PACO)

<i>Intervalle de temps du mois au premier jour de l'année</i>	<i>Groupe I</i>	<i>Groupe II</i>	<i>Groupe III</i>	<i>Groupe IV</i>	<i>Groupe V</i>	<i>Groupe VI (¹) Pour des utilisations autres que des applications à des fins de quarantaine et avant expédition</i>	<i>Groupe VI (¹) Pour des applications à des fins de quaran- taine et avant expédition</i>	<i>Groupe VII</i>	<i>Groupe VIII</i>
99	0	0	0	0	0	8.665		0	8.07
00						8.665			8.07
01						4.621	607		6.67
02						4.621	607		5.67
03						2.888	607		3.00
04						2.888	607		2.00
05						0	607		2.00
06							607		2.00
07							607		2.00
08							607		1.60
09							607		1.60
10							607		
11							607		
12							607		
13							607		
14							607		
15							607		

Calculé sur la base du potentiel d'appauvrissement de la couche d'ozone (PACO) = 0,6.

ANNEXE IV

**Groupes, codes ⁽¹⁾ et désignations de la nomenclature combinée 1999 (NC 99)
pour les substances mentionnées aux annexes I et III**

<i>Groupe</i>	<i>Code NC 99</i>	<i>Désignation des marchandises</i>
Groupe I	2903 41 00	-- Trichlorofluorométhane
	2903 42 00	-- Dichlorodifluorométhane
	2903 43 00	-- Trichlorotrifluoroéthane
	2903 44 10	--- Dichlorotétrafluoroéthane
	2903 44 90	--- Chloropentafluoroéthane
Groupe II	2903 45 10	--- Chlorotrifluorométhane
	2903 45 15	--- Pentachlorofluoroéthane
	2903 45 20	--- Tétrachlorodifluoroéthane
	2903 45 25	--- Heptachlorofluoropropane
	2903 45 30	--- Hexachlorodifluoropropane
	2903 45 35	--- Pentachlorotrifluoropropane
	2903 45 40	--- Tétrachlorotétrafluoropropane
	2903 45 45	--- Trichloropentafluoropropane
	2903 45 50	--- Dichlorohexafluoropropane
2903 45 55	--- Chloroheptafluoropropane	
Groupe III	2903 46 10	--- Bromochlorodifluorométhane
	2903 46 20	--- Bromotrifluorométhane
	2903 46 90	--- Dibromotétrafluoroéthane
Groupe IV	2903 14 00	-- Tétrachlorure de carbone
Groupe V	2903 19 10	--- Trichloro-1,1,1-éthane (méthylchloroforme)
Groupe VI	2903 30 33	--- Bromométhane (bromure de méthyle)
Groupe VII	2903 49 30	---- Hydrobromofluorométhane, -éthane ou -propane
Groupe VIII	2903 49 10	---- Hydrochlorofluorométhane, -éthane ou -propane
	ex 3824 71 00	-- Mélanges contenant une ou plusieurs substances correspondant aux codes 2903 41 00 à 2903 45 55
	ex 3824 79 00	-- Mélanges contenant une ou plusieurs substances correspondant aux codes 2903 46 10 à 2903 46 90
	ex 3824 90 95	---- Mélanges contenant une ou plusieurs substances correspondant aux codes 2903 14 00, 2903 19 10, 2903 30 33, 2903 49 10 ou 2903 49 30

(1) Le préfixe „ex“ placé avant un code signifie que des produits autres que ceux visés dans la colonne „désignation“ peuvent y correspondre.

*

ANNEXE V

**Codes Nc (Nomenclature combinée) des produits contenant des
substances réglementées (*)**

1. Automobiles et camions équipés d'appareils de conditionnement d'air

Codes NC

8701 20 10-8701 90 90
8702 10 11-8702 90 90
8703 10 11-8703 90 90
8704 10 11-8704 90 00
8705 10 00-8705 90 90
8706 00 11-8706 00 99

2. Appareils domestiques et commerciaux de conditionnement d'air et de réfrigération/pompes à chaleur

Réfrigérateurs:

Codes NC

8418 10 10-8418 29 00
8418 50 11-8418 50 99
8418 61 10-8418 69 99

Congélateurs

Codes NC

8418 10 10-8418 29 00
8418 30 10-8418 30 99
8418 40 10-8418 40 99
8418 50 11-8418 50 99
8418 61 10-8418 61 90
8418 69 10-8418 69 99

Déshumidificateurs:

Codes NC

8415 10 00-8415 83 90
8479 60 00
8479 89 10
8479 89 98

Refroidisseurs d'eau et liquéfacteurs de gaz:

Codes NC

8419 60 00
8419 89 98

Machines à glace:

Codes NC

8418 10 10-8418 29 00
8418 30 10-8418 30 99
8418 40 10-8418 40 99
8418 50 11-8418 50 99
8418 61 10-8418 61 90
8418 69 10-8418 69 99

(*) Ces codes douaniers sont destinés à aider les services douaniers des Etats membres.

Appareils de conditionnement d'air et pompes à chaleur:

Codes NC

8415 10 00-8415 83 90

8418 61 10-8418 61 90

8418 69 10-8418 69 99

8418 99 10-8418 99 90

3. Produits aérosols, excepté les aérosols médicaux:*Produits alimentaires:*

Codes NC

0404 90 21-0404 90 89

1517 90 10-1517 90 99

2106 90 92

2106 90 98

Peintures et vernis; pigments à l'eau préparés; teintures:

Codes NC

3208 10 10-3208 10 90

3208 20 10-3208 20 90

3208 90 11-3208 90 99

3209 10 00-3209 90 00

3210 00 10-3210 00 90

3212 90 90

Préparations de parfumerie, de cosmétique ou de toilette:

Codes NC

3303 00 10-3303 00 90

3304 30 00

3304 99 00

3305 10 00-3305 90 90

3306 10 00-3306 90 00

3307 10 00-3307 30 00

3307 49 00

3307 90 00

Préparations tensioactives:

Codes NC

3402 20 10-3402 20 90

Préparations lubrifiantes:

Codes NC

2710 00 81

2710 00 97

3403 11 00

3403 19 10-3403 19 99

3403 91 00

3403 99 10-3403 99 90

Produits d'entretien:

Codes NC

3405 10 00

3405 20 00

3405 30 00

3405 40 00

3405 90 10-3405 90 90

Articles en matières inflammables:

Codes NC

3606 10 00

Insecticides, rodenticides, fongicides, herbicides, etc.:

Codes NC

3808 10 10-3808 10 90

3808 20 10-3808 20 80

3808 30 11-3808 30 90

3808 40 10-3808 40 90

3808 90 10-3808 90 90

Agents d'apprêt ou de finissage, etc.:

Codes NC

3809 10 10-3809 10 90

3809 91 00-3809 93 00

Préparations et charges pour extincteurs; grenades extinctrices chargées:

Codes NC

3813 00 00

Solvants organiques composites, etc.:

Codes NC

3814 00 10-3814 00 90

Liquides préparés pour dégivrage:

Codes NC

3820 00 00

Produits de l'industrie chimique et des industries connexes:

Codes NC

3824 90 10

3824 90 35

3824 90 40

3824 90 45-3824 90 95

Silicones sous forme primaire:

Codes NC

3910 00 00

Armes:

Codes NC

9304 00 00

4. Extincteurs portatifs

Codes NC

8424 10 10-8424 10 99

5. Panneaux isolants, panneaux et protections de tuyaux

Codes NC

3917 21 10-3917 40 90

3920 10 23-3920 99 90

3921 11 00-3921 90 90
3925 10 00-3925 90 80
3926 90 10-3926 90 99

6. Prépolymères

Codes NC

3901 10 10-3911 90 99

*

ANNEXE VI

Procédés dans lesquels les substances réglementées sont utilisées comme agents de fabrication

- Utilisation du tétrachlorure de carbone en vue de l'élimination du trichlorure d'azote dans la production de chlore et de soude caustique,
 - utilisation du tétrachlorure de carbone aux fins de la récupération du chlore dans les effluents gazeux issus de la production de chlore,
 - utilisation du tétrachlorure de carbone dans la fabrication de caoutchouc chloré,
 - utilisation du tétrachlorure de carbone dans la fabrication d'isobutylacétophenone (ibuprofène-analgésique),
 - utilisation du tétrachlorure de carbone dans la fabrication de polyphénylène téréphtalamide,
 - utilisation du CFC-11 dans la fabrication de fines fibres synthétiques de polyoléfine en feuilles,
 - utilisation du CFC-113 dans la fabrication de vinorelbine (produit pharmaceutique),
 - utilisation du CFC-12 dans la synthèse photochimique de polypéroxyde de perfluoropolyéthers pré-curseurs de Z-perfluoropolyéthers et de dérivés bifonctionnels,
 - utilisation du CFC-113 dans la réduction du polypéroxyde de perfluoropolyéthers qui sert d'intermédiaire dans la production de diesters perfluoropolyéthers,
 - utilisation du CFC-113 dans la préparation de perfluoropolyéthers-diols à haute fonctionnalité,
 - utilisation du tétrachlorure de carbone dans la production de tralométhrine (insecticide)
- et l'utilisation d'hydrochlorofluorocarbures dans les procédés énumérés ci-dessus pour remplacer des CFC ou du tétrachlorure de carbone.

*

ANNEXE VII

Utilisations critiques de halon*Utilisation du halon 1301:*

- dans les aéronefs pour la protection des postes d'équipage, des nacelles-moteur, des soutes à bagages et baies séchées (*dry bays*),
- dans les véhicules militaires de transport terrestre et les bateaux pour la navigation navale pour la protection des espaces occupés par le personnel et les compartiments moteurs,
- pour la neutralisation des espaces occupés d'où un liquide inflammable et/ou un gaz pourrait s'échapper dans les secteurs militaire, pétrolier, gazier et pétrochimique, et dans les cargos existants,
- pour la neutralisation des centres existants de communication et de commande des forces armées équipés en personnel ou essentiels pour la sécurité nationale,
- pour la neutralisation des espaces où il peut exister un risque de dispersion d'une matière radioactive,
- dans le tunnel sous la Manche, les installations connexes et le matériel roulant.

Utilisation du halon 1211:

- dans les extincteurs à main et les équipements fixes des extincteurs de moteurs utilisés à bord des avions,
- dans les avions pour la protection des postes d'équipage, des nacelles-moteur, des soutes à bagages et baies séchées (*dry bays*),
- dans les extincteurs indispensables pour la sécurité des pompiers chargés de l'extinction initiale des incendies,
- dans les extincteurs militaires et de police pour l'utilisation sur les personnes.

*

AVIS DE LA CHAMBRE DES METIERS

(20.12.2000)

Par sa lettre du 4 décembre 2000, Monsieur le Ministre de l'Environnement a bien voulu demander l'avis de la Chambre des Métiers au sujet du projet de règlement grand-ducal repris sous rubrique.

Le projet de règlement grand-ducal sous avis vise certaines modalités d'application du règlement CE No 2037/2000 du Parlement Européen et du Conseil du 29 juin 2000 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone.

L'objectif dudit règlement consiste en une réduction graduelle allant jusqu'à l'interdiction de la production et de la consommation de certaines substances responsables de la destruction de la couche d'ozone terrestre.

Le règlement CE No 2037/2000 remplace le règlement CE No 3093/94¹, afin de tenir compte des modifications du Protocole de Montréal², du progrès technique en matière de mise au point de substances de substitution et des expériences issues de l'application du règlement CE No 3093/94.

Le règlement CE No 2037/2000 a été modifié en septembre 2000 par les règlements CE Nos 2038/2000³ et 2039/2000⁴, en ce qui concerne certains points spécifiques.

Etant donné que le règlement CE No 2037/2000 a connu deux modifications depuis son entrée en vigueur, la Chambre des Métiers se demande si, dans un souci de sécurité juridique, le projet de règlement grand-ducal ne devrait pas se référer au règlement CE modifié No 2037/2000 plutôt qu'au règlement CE No 2037/2000.

Ainsi la Chambre des Métiers propose-t-elle de substituer le texte „règlement CE modifié No 2037/2000“ au texte „règlement CE No 2037/2000“ lorsque le projet de règlement grand-ducal sous avis se réfère audit règlement communautaire.

Sous réserve de l'observation formulée ci-avant, et après consultation de ses ressortissants, la Chambre des Métiers peut aviser favorablement le règlement grand-ducal sous avis.

Luxembourg, le 20 décembre 2000.

Pour la Chambre des Métiers,

Le Directeur,
Paul ENSCH

Le Président,
Paul RECKINGER

*

1 Titre complet: Règlement CE No 3093/94 du Conseil du 15 décembre 1994 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone.

2 Protocole de Montréal de 1987 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, tel que modifié par la suite.

3 Titre complet: Règlement CE No 2038/2000 du Parlement et du Conseil du 28 septembre 2000 modifiant le règlement CE No 2037/2000 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, en ce qui concerne les inhalateurs doseurs et les pompes médicales d'administration de médicaments.

4 Titre complet: Règlement CE No 2039/2000 du Parlement et du Conseil du 28 septembre 2000 modifiant le règlement CE No 2037/2000 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, en ce qui concerne l'année de base pour l'attribution des quotas d'hydrochlorofluorocarbures.

AVIS DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE
DEPECHE DU PRESIDENT DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE
AU MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT
(11.1.2001)

Monsieur le Ministre,

La Chambre d'Agriculture a analysé le projet de règlement grand-ducal sous rubrique en sa séance plénière.

Elle n'a pas d'observation particulière à formuler.

Veillez croire, Monsieur le Ministre, à l'expression de notre plus haute considération.

Le Secrétaire général,
Robert LEY

Le Président,
Marco GAASCH

Service Central des Imprimés de l'Etat

4757/01

N° 4757¹**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2000-2001

**PROJET DE REGLEMENT
GRAND-DUCAL****relatif à certaines modalités d'application et à la sanction du règlement CE 2037/2000 du Parlement Européen et du Conseil du 29 juin 2000 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone**

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE

(12.3.2001)

Par sa lettre du 4 décembre 2000, Monsieur le Ministre de l'Environnement a bien voulu saisir la Chambre de Commerce pour avis du projet de règlement grand-ducal sous rubrique.

Le projet de règlement grand-ducal sous avis vise certaines modalités d'application du règlement CE No 2037/2000 du Parlement Européen et du Conseil du 29 juin 2000 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone.

Le règlement CE No 2037/2000 abroge le règlement CE No 3093/94 afin de tenir compte des modifications intervenues à la suite des conférences de suivi des Parties au Protocole de Montréal et afin de tenir compte des progrès accomplis par les industries dans le développement de solution de remplacement des substances appauvrissant la couche d'ozone.

Le règlement CE No 2037/2000 a d'ores et déjà été modifié par le règlement CE No 2039/2000 du Parlement Européen et du Conseil du 28 septembre 2000 modifiant le règlement CE No 2037 relatif à des substances appauvrissant la couche d'ozone, en ce qui concerne l'année de base pour l'attribution de quotas d'hydrochlorofluorocarbures, ainsi que par le règlement CE No 2038/2000 du Parlement Européen et du Conseil du 28 septembre 2000 modifiant le règlement CE No 2037/2000 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, en ce qui concerne les inhalateurs doseurs et les pompes médicales d'administration de médicaments.

Compte tenu de ces deux modifications apportées au règlement CE No 2037/2000, la Chambre de Commerce est à se demander s'il n'y a pas lieu de se référer à la version modifiée de ce règlement, et de se référer aux règlements modifiés 2038/2000 et 2039/2000 également au préambule du présent projet de règlement grand-ducal.

La Chambre de Commerce n'a pas de remarques particulières à formuler par rapport au projet de règlement grand-ducal sous rubrique. Celui-ci ne vise en effet que certaines modalités d'application du règlement CE No 2037/2000. Elle souhaite cependant commenter l'application de la réglementation relative aux substances appauvrissant la couche d'ozone au Luxembourg.

Les installations de climatisation et de réfrigération, principales applications de substances qui tombent sous le champ d'application du règlement CE No 2037/2000 au Luxembourg, sont réglementées dans le cadre des autorisations d'exploitation au titre de la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés. Les conditions d'exploitation comportent un certain nombre de dispositions relatives aux substances appauvrissant la couche d'ozone, notamment des critères relatifs à l'ODP (ozone depletion potential) et du GWP (global warming potential) de ces substances.

Les critères concernant les réfrigérants sont appliqués au cas par cas. Généralement, ils ont pour effet de restreindre l'application de substances appauvrissant la couche d'ozone au-delà des dispositions du règlement CE No 2037/2000. La pratique administrative en matière d'autorisations d'exploitation tend ainsi à favoriser les installations fonctionnant à l'ammoniac, à l'eau ou encore au propane. Par le passé,

la mise en place de ces installations, notamment celles fonctionnant à l'ammoniac, a par ailleurs régulièrement conduit à des incompatibilités avec des prescriptions en matière de sécurité.

La Chambre de Commerce constate donc que les prescriptions concernant les installations de réfrigération et de climatisation vont souvent au-delà des dispositions prévues par le règlement CE No 2037/2000 concernant les substances appauvrissant la couche d'ozone. Cette approche des autorités compétentes est à analyser du point de vue de la législation communautaire, ainsi que de la législation nationale.

La Chambre de Commerce estime tout d'abord que les conditions relatives aux réfrigérants ne sauraient que se rapporter au règlement communautaire précité, étant donné que celui-ci constitue une norme juridique supérieure auquel l'arrêté ministériel d'autorisation au titre de la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés ne saurait déroger. Il y a lieu de constater que le règlement CE No 2037/2000 ne prévoit aucune restriction se basant directement sur le potentiel de destruction d'ozone, respectivement sur le potentiel d'augmentation de l'effet de serre. Ce règlement interdit complètement ou restreint progressivement la production et la mise sur le marché de certaines substances et interdit progressivement l'utilisation d'autres substances selon l'application qui leur est réservée, et notamment l'utilisation des HCFC.

Le traité de l'Union européenne prévoit certes que les Etats membres peuvent prendre des mesures environnementales plus restrictives que celles adoptées au niveau communautaire, mais à condition de les motiver et de les notifier aux instances compétentes de la Commission européenne.

De l'avis de la Chambre de Commerce, cette disposition s'applique même si un Etat membre ne prend pas de disposition législative à ce sujet, mais n'agit que par le biais de sa pratique administrative, par exemple lors de l'octroi des autorisations ministérielles d'exploitation.

En absence d'une quelconque notification à la Commission européenne, la Chambre de Commerce estime que les autorités compétentes sont tenues d'appliquer le règlement CE No 2037/2000.

Dans le cadre de la législation nationale, il y a lieu de constater que les autorités compétentes appliquent lors de l'octroi des autorisations d'exploitation sur base de la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés la „meilleure technique disponible dont l'applicabilité et la disponibilité n'entraînent pas de coûts excessifs“, et se basant ainsi sur l'article 13, point 1, de la loi précitée.

Il y a lieu dans ce cadre de citer une jurisprudence récente qui a établi que lorsqu'une réglementation spécifique existe, les autorités compétentes sont tenues d'appliquer cette réglementation dans le cadre de la loi du 10 juin 1999.

„Il convient cependant encore de circonscrire cette notion de compétence générale. D'un côté, compétence générale ne signifie pas compétence illimitée ou discrétionnaire. Si le ministre de l'Environnement a une compétence générale dans le domaine en question, sa compétence doit nécessairement s'exercer dans le cadre tracé par la législation spécifique, à savoir celle relative à la lutte contre la pollution de l'air (cf. C.E. 2 décembre 1991, No 8562 du rôle). En effet, la législation spécifique, à supposer qu'elle existe, définit et délimite le pouvoir d'appréciation du ministre (Tribunal administratif, Nos 10390, 10521 et 10597).“

Lorsqu'il n'y a aucune réglementation spécifique, par contre, le ministre de l'Environnement est bien habilité, dans le cadre de sa compétence générale, d'imposer des conditions à fixer au cas par cas.

„D'un autre côté, en l'absence de réglementation spécifique, on ne saurait conclure que l'exploitation de l'entreprise ou de l'installation en cause serait permise sans autorisation. L'exigence de pareille autorisation préalable subsiste et le ministre recouvre son pouvoir d'appréciation général, lequel consiste, sous le contrôle du juge, à concilier les intérêts qui s'opposent, à savoir l'intérêt privé avec l'intérêt général ou, autrement dit, à concilier le droit de tout citoyen d'appliquer librement son intelligence à toute espèce de travail ou d'industrie avec les droits des autres individus à se voir protégés contre des dangers ou des inconvénients, soit pour la sécurité, la salubrité ou la commodité, soit pour l'environnement humain et naturel (Tribunal administratif, Nos 10390, 10521 et 10597).“

La Chambre de Commerce estime que c'est à bon escient que le tribunal administratif a jugé que si une réglementation existe, les autorités compétentes sont tenues d'appliquer cette réglementation dans le cadre des autorisations d'exploitation. En effet, il s'agit d'une mauvaise pratique administrative si les autorités compétentes adoptent un certain cadre réglementaire, et appliquent alors dans les arrêts ministériels des dispositions plus ou moins strictes, voire divergentes par rapport à cette réglementation.

C'est ainsi, que la Chambre de Commerce invite les autorités compétentes à tenir compte à l'avenir des dispositions du règlement CE No 2037/2000 concernant les substances appauvrissant la couche d'ozone.

*

La Chambre de Commerce, après consultation de ses ressortissants et sous réserve de la prise en compte des remarques formulées ci-avant, peut marquer son accord au projet de règlement grand-ducal sous avis.

Service Central des Imprimés de l'Etat

4757/02

N° 4757²

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2000-2001

PROJET DE REGLEMENT GRAND-DUCAL

relatif à certaines modalités d'application et à la sanction du règlement CE 2037/2000 du Parlement Européen et du Conseil du 29 juin 2000 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(5.4.2001)

Par dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, en date du 12 décembre 2000, le Conseil d'Etat a été saisi du projet de règlement grand-ducal repris sous rubrique. Le texte du projet, élaboré par le ministre de l'Environnement, fut accompagné d'un exposé des motifs, d'un commentaire ainsi que des règlements (CE) suivants:

- le règlement (CE) No 2037/2000 du 29 juin 2000 du Parlement européen et du Conseil relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone;
- le règlement (CE) No 2038/2000 du 28 septembre 2000 du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) No 2037/2000 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, en ce qui concerne les inhalateurs doseurs et les pompes médicales d'administration de médicaments;
- le règlement (CE) No 2039/2000 du 28 septembre 2000 du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) No 2037/2000 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, en ce qui concerne l'année de base pour l'attribution des quotas d'hydrochlorofluorocarbures.

Les avis de la Chambre d'agriculture et de la Chambre des métiers furent transmis au Conseil d'Etat en date du 29 janvier 2001, alors que l'avis de la Chambre de commerce lui a été communiqué par dépêche du 21 mars 2001.

*

Le présent projet de règlement vient s'ajouter à d'autres textes législatifs et réglementaires à même vocation, à savoir celle de la protection de la couche d'ozone. A l'origine de ces textes, dont le premier remonte au 18 mai 1984, se trouvent des décisions, directives et règlements européens, qui se basent à leur tour sur la Convention de Vienne et le Protocole de Montréal, tel qu'il a été amendé et ajusté.

Le projet de règlement grand-ducal sous avis a pour objet de définir certaines modalités d'application et sanctions relatives au règlement européen susmentionné qui introduit les amendements adoptés en 1995 et 1997 au Protocole de Montréal dans les règles communautaires.

Il remplace le règlement grand-ducal du 20 décembre 1995 relatif à certaines modalités d'application et à la sanction du règlement (CE) 3093/94, qui avait le même objet. En effet, ce sont les progrès techniques accomplis dans le développement et la mise en œuvre de solutions de remplacement des substances appauvrissant la couche d'ozone qui ont été à la base des changements apportés.

Les nouveautés introduites par le règlement européen sont les suivantes:

- une diminution progressive de la production et de la mise sur le marché de bromure de méthyle, ainsi que son interdiction à partir de l'an 2005 (selon les auteurs du projet sous avis, ce produit est utilisé actuellement comme pesticide gazeux à large spectre; en outre il sert à la production de certaines substances médicamenteuses);

- un système d'autorisation des substances réglementées pour leur exportation;
- l'obligation pour les producteurs, importateurs et exportateurs de communiquer les données annuelles relatives aux substances réglementées;
- l'introduction des mesures de contrôle plus strictes;
- l'interdiction de l'utilisation des hydrochlorofluorocarbures pour 2020 (toujours selon les auteurs, ces produits sont actuellement utilisés pour la réfrigération, les conditionnements d'air, les solvants et les mousses);
- une réduction progressive de la fabrication et de l'utilisation des hydrochlorofluorocarbures par des produits de remplacement existants et n'appauvrissant pas la couche d'ozone;
- des dispositions relatives à la récupération et aux fuites de substances réglementées.

Au regard de l'article 12 de la Constitution qui consacre le principe de la légalité des incriminations, il y a lieu de retenir qu'en l'espèce les incriminations ne sont pas l'œuvre du pouvoir exécutif. Celles-ci sont établies par le règlement communautaire, acte normatif d'application directe.

Pour ce qui est des pénalités, celles-ci sont déterminées par la loi modifiée du 9 août 1971, qui semble constituer en l'espèce une base légale adéquate au présent règlement.

Le Conseil d'Etat estime en conséquence que le projet sous avis se meut dans le cadre de la constitutionnalité pour autant que les articles 12 et 14 de la Constitution sont concernés.

*

EXAMEN DU TEXTE

Intitulé

Etant donné que le règlement CE No 2037/2000 a connu deux modifications depuis son entrée en vigueur, engendrées par le règlement (CE) No 2038/2000 du Parlement européen et du Conseil du 28 septembre 2000 modifiant le règlement (CE) No 2037/2000 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, en ce qui concerne les inhalateurs doseurs et les pompes médicales d'administration de médicaments et par le règlement (CE) No 2039/2000 du Parlement européen et du Conseil du 28 septembre 2000 modifiant le règlement (CE) No 2037/2000 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, en ce qui concerne l'année de base pour l'attribution des quotas d'hydrochlorofluorocarbures, le Conseil d'Etat propose d'en tenir compte dans l'intitulé en ajoutant à la fin de celui-ci „, tel que modifié par les règlements (CE) No 2038/2000 et No 2039/2000“.

Le même libellé est à reprendre dans l'article 2.

Préambule

Le cinquième visa se réfère à l'avis demandé à la Chambre de commerce, qui n'a pas encore été transmis au Conseil d'Etat. Si cet avis n'est pas émis en temps utile, il y a lieu de remplacer le texte en question par les termes „L'avis de la Chambre de commerce ayant été demandé;“.

Article 1er

Comme cet article ne fait que reprendre le titre et se référer à des textes en vigueur, le Conseil d'Etat estime qu'il est superfétatoire et donc à supprimer.

Article 2 (1er selon le Conseil d'Etat)

Au vu de ce qui précède, il y a lieu d'omettre le bout de phrase „et sous réserve de l'application de l'article 1er, alinéa 2 du présent règlement“.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat estime que le ministre devrait être chargé à titre exclusif des compétences découlant de la nouvelle réglementation communautaire. L'article se lirait donc de la façon suivante:

„**Art. 1er.** Aux fins de l'exécution du règlement (CE) No 2037/2000, tel que modifié par les règlements (CE) No 2038/2000 et No 2039/2000, l'autorité compétente est le membre du Gouvernement ayant l'Environnement dans ses attributions.“

Article 3 (2 selon le Conseil d'Etat)

Les sanctions prévues par le règlement européen, et qui sont censées être efficaces, proportionnées et dissuasives, ont pour base la loi modifiée du 9 août 1971.

Il est proposé de déterminer le montant des amendes prévues en euros. Etant donné que la prédite loi de 1971 fixe ces amendes en francs, le Conseil d'Etat préfère s'en tenir à cette unité de mesure en attendant l'entrée en vigueur de la future loi relative au basculement en euro afin d'éviter toute discussion au sujet de la légalité du présent texte.

Conformément au principe de la légalité des incriminations, il échet en outre de compléter l'énonciation des articles du règlement communautaire par une référence à l'objet de l'infraction visée.

Finalement, il y a lieu de supprimer le deuxième alinéa étant donné que la récidive se trouve régie par le droit pénal commun (chapitre V du livre 1er du Code pénal).

Aussi le Conseil d'Etat propose-t-il de libeller l'article sous examen comme suit:

„**Art. 2.** Les infractions aux dispositions des articles 3 (inobservation de l'interdiction de production; dépassement des niveaux calculés de production), 4 (inobservation de l'interdiction de mise sur le marché et d'utilisation; dépassement des niveaux calculés de mise sur le marché et d'utilisation; inobservation de l'interdiction d'importation), 5 (inobservation de l'interdiction d'utilisation), 16 (inobservation des dispositions relatives à la récupération, au recyclage, à la régénération ou à la destruction), 17 (défaut de mesures préventives pour éliminer et réduire les fuites) et 19 (défaut de communication des informations), du règlement (CE) No 2037/2000, tel que modifié par les règlements (CE) No 2038/2000 et No 2039/2000, sont punies d'une amende de dix mille et un francs à cinq cent mille francs.“

Articles 4 et 5 (3 et 4 selon le Conseil d'Etat)

Sans observation.

Sous le bénéfice des observations qui précèdent, le Conseil d'Etat approuve le projet de règlement grand-ducal sous avis.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 5 avril 2001.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Marcel SAUBER

Service Central des Imprimés de l'Etat

4757/03

N° 4757³

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2000-2001

**PROJET DE REGLEMENT
GRAND-DUCAL**

relatif à certaines modalités d'application et à la sanction du règlement (CE) No 2037/2000 du Parlement Européen et du Conseil du 29 juin 2000 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, tel que modifié par les règlements (CE) No 2038/2000 et No 2039/2000

* * *

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Dépêche du Ministre aux Relations avec le Parlement au Président de la Chambre des Députés (25.4.2001).....	1
2) Texte coordonné du projet de règlement grand-ducal.....	2

*

**DEPECHE DU MINISTRE AUX RELATIONS AVEC LE PARLEMENT
AU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES**

(25.4.2001)

Monsieur le Président,

Comme suite à ma lettre du 9 avril 2001, j'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe la prise de position de Monsieur le Ministre de l'Environnement sur le projet de règlement grand-ducal sous rubrique.

Je joins le texte coordonné du projet qui tient compte des observations concrètes formulées par le Conseil d'Etat dans son avis du 9 avril 2001. Contrairement à ce que la Haute Corporation a soulevé dans ses observations, l'avis de la Chambre de Commerce a été transmis par mon courrier du 21 mars 2001.

Concernant le nouvel article 1er (ancien article 2), il est proposé de maintenir la répartition des compétences entre le Ministre de l'Environnement, d'une part, et l'administration de l'Environnement, d'autre part, et ceci en vue de bien distinguer les tâches de nature essentiellement politique et les missions technico-administratives proprement dites. Le Conseil d'Etat avait proposé une compétence exclusive pour le membre du Gouvernement ayant l'environnement dans ses attributions.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

*Le Ministre aux Relations
avec le Parlement,
François BILTGEN*

*

TEXTE COORDONNE DU PROJET DE REGLEMENT GRAND-DUCAL

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi modifiée du 9 août 1971 concernant l'exécution et la sanction des décisions et des directives ainsi que la sanction des règlements des Communautés Européennes en matière économique, technique, agricole, forestière, sociale et en matière de transports;

Vu le règlement CE No 2037/2000 du Parlement Européen et du Conseil du 29 juin 2000 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone;

Vu le règlement CE No 2038/2000 du Parlement Européen et du Conseil du 28 septembre 2000 modifiant le règlement (CE) No 2037/2000 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, en ce qui concerne les inhalateurs doseurs et les pompes médicales d'administration de médicaments;

Vu le règlement (CE) No 2039/2000 du Parlement Européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) No 2037/2000 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, en ce qui concerne l'année de base pour l'attribution des quotas d'hydrochlorofluorocarbures;

Vu l'avis de la Chambre de Commerce;

Vu l'avis de la Chambre des Métiers;

Vu l'avis de la Chambre d'Agriculture;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Conférence des Présidents de la Chambre des Députés;

Sur le rapport de Notre ministre de l'Environnement et de Notre ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1er. Aux fins d'exécution du règlement (CE) No 2037/2000 tel que modifié par les règlements (CE) No 2038/2000 et No 2039/2000, les autorités compétentes nationales sont respectivement

- le membre du Gouvernement ayant l'environnement dans ses attributions notamment pour ce qui est des articles 3, 4, 5, 15, 16 et 17 du règlement CE précité
- l'Administration de l'Environnement notamment pour ce qui est des articles 19 et 20 du règlement CE précité.

Art. 2. Les infractions aux dispositions des articles 3 (inobservation de l'interdiction de production; dépassement des niveaux calculés de production), 4 (inobservation de l'interdiction de la mise sur le marché et d'utilisation; inobservation de l'interdiction d'importation), 5 (inobservation de l'interdiction d'utilisation), 16 (inobservation des dispositions relatives à la récupération, au recyclage, à la régénération ou à la destruction), 17 (défaut de mesures préventives pour éliminer et réduire les fuites) et 19 (défaut de communication des informations), du règlement (CE) No 2037/2000, tel que modifié par les règlements (CE) No 2037/2000 et No 2039/2000, sont punies d'une amende de dix mille et un francs à cinq cent mille francs.

Art. 3. Le règlement grand-ducal du 20 décembre 1995 relatif à certaines modalités d'application et à la sanction du règlement CE No 3093/94 du Conseil du 15 décembre 1994 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone est abrogé.

Art. 4. Notre ministre de l'Environnement et Notre ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

4757/04

N° 4757⁴**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2000-2001

**PROJET DE REGLEMENT
GRAND-DUCAL**

relatif à certaines modalités d'application et à la sanction du règlement (CE) No 2037/2000 du Parlement Européen et du Conseil du 29 juin 2000 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, tel que modifié par les règlements (CE) No 2038/2000 et No 2039/2000

* * *

AVIS DE LA CONFERENCE DES PRESIDENTS

(10.5.2001)

Le projet de règlement grand-ducal a été déposé le 1er février 2001 à la Chambre des Députés par le Ministre aux Relations avec le Parlement, à la demande du Ministre de l'Environnement.

Un exposé des motifs, une note explicative du Ministère de l'Environnement et le Règlement CE No 2037/2000 du Parlement Européen et du Conseil du 29 juin 2000 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone étaient joints au texte du projet de règlement grand-ducal.

Par la suite la Chambre des Députés a été saisie de l'avis de la Chambre des Métiers du 20 décembre 2000, de l'avis de la Chambre d'Agriculture du 11 janvier 2001, de l'avis de la Chambre de Commerce du 12 mars 2001, de l'avis du Conseil d'Etat du 5 avril 2001 et d'une prise de position du Ministre de l'Environnement du 25 avril 2001, à laquelle était joint un texte coordonné proposé par le Gouvernement.

Le projet a pour objet de définir certaines modalités d'application et sanctions relatives au règlement européen CE N° 2037/2000 du Parlement Européen et du Conseil du 29 juin 2000 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, qui introduit les amendements adoptés en 1995 et 1997 au Protocole de Montréal dans les règles communautaires.

La base légale du projet est constituée par la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques et la loi modifiée du 9 août 1971 concernant l'exécution et la sanction des décisions et des directives ainsi que la sanction des règlements des Communautés Européennes en matière économique, technique, agricole, forestière, sociale et en matière de transports.

La Chambre d'Agriculture approuve le projet. Il en est de même de la Chambre des Métiers et de la Chambre de Commerce, qui ont toutefois formulé des observations concernant la référence au règlement CE à transposer, respectivement l'application stricte de ce règlement.

Le Conseil d'Etat marque lui aussi son accord avec le projet, sous réserve d'observations concernant l'intitulé ainsi que les articles 1, 2 et 3 du texte original.

Le texte coordonné proposé par le Gouvernement le 25 avril 2001 tient compte en grande partie des observations du Conseil d'Etat. Toutefois, pour ce qui est de la répartition des compétences entre le Ministre de l'Environnement et l'Administration de l'Environnement prévue à l'article 1er, le Gouvernement souhaite la maintenir alors que le Conseil d'Etat propose une compétence exclusive pour le Ministre de l'Environnement.

Par ailleurs, à l'article 2 du texte coordonné, le bout de phrase „dépassement des niveaux calculés de mise sur le marché et d'utilisation“ a été oublié dans l'énumération des infractions à l'article 4 qui figurent entre parenthèses. Enfin, une erreur de frappe s'est glissée dans le même article 2 où il faut lire

„ ... du règlement (CE) No 2037/2000, tel que modifié par les règlements (CE) No 2038/2000 et No 2039/2000 ...“.

La Conférence des Présidents se prononce en faveur du projet dans la teneur proposée par le Gouvernement, sous réserve de ses observations concernant l'article 2, et y donne par conséquent son assentiment.

Luxembourg, le 10 mai 2001

Pour le Greffier,
Le Greffier adjoint,
Claude FRIESEISEN

Le Président de la Chambre des Députés,
Jean SPAUTZ

4757



RECUEIL DE LEGISLATION

A — N° 71

22 juin 2001

Sommaire

Règlement grand-ducal du 25 avril 2001 concernant les inspections, les lieutenances et brigades motorisées et les bureaux de recette de l'administration des douanes et accises	page 1414
Arrêté ministériel du 31 mai 2001 relatif à l'éligibilité des clients finals, consommateurs de gaz naturel et portant application de l'article 25 de la loi du 6 avril 2001 relative à l'organisation du marché du gaz naturel	1426
Règlement grand-ducal du 1 ^{er} juin 2001 déterminant les conditions, les modalités d'octroi et le montant de l'indemnité prévue à l'article 80 de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection Générale de la Police	1427
Règlement grand-ducal du 1 ^{er} juin 2001 fixant les modalités d'exécution des dispositions de l'article 9.l.a) 7. de la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'Etat	1428
Règlement grand-ducal du 1 ^{er} juin 2001 relatif aux signatures électroniques, au paiement électronique et à la création du comité «commerce électronique».	1429
Règlement grand-ducal du 4 juin 2001 portant	
– application de la directive 1999/13/CE du Conseil du 11 mars 1999 relative à la réduction des émissions de composés organiques volatils dues à l'utilisation de solvants organiques dans certaines activités et installations;	
– modification du règlement grand-ducal modifié du 16 juillet 1999 portant nomenclature et classification des établissements classés	1432
Règlement grand-ducal du 4 juin 2001 relatif à certaines modalités d'application et à la sanction du règlement (CE) N° 2037/2000 du Parlement Européen et du Conseil du 29 juin 2000 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, tel que modifié par les règlements (CE) N° 2038/2000 et N° 2039/2000	1446

Règlement grand-ducal du 25 avril 2001 concernant les inspections, les lieutenances et brigades motorisées et les bureaux de recette de l'administration des douanes et accises.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu l'article 14 de la loi du 27 juillet 1993 concernant l'organisation de l'administration des douanes et accises;

Vu le règlement (CEE) n° 2913 du Conseil du 13 octobre 1992 établissant le Code des Douanes Communautaire;

Vu la loi générale sur les douanes et accises modifiée du 18 juillet 1977;

Vu le règlement (CEE) n° 2503/88 du Conseil du 25 juillet 1988 relatif aux entrepôts douaniers;

Vu le règlement (CEE) n° 2561/90 de la Commission du 30 juillet 1990 fixant certaines dispositions d'application du règlement (CEE) n° 2503/88 du Conseil relatif aux entrepôts douaniers;

Vu la directive 91/12/CEE du Conseil du 25 février 1992 relative au régime général, à la détention, à la circulation et aux contrôles des produits soumis à accise;

Vu le règlement ministériel du 30 décembre 1992 portant publication de l'arrêté royal belge du 29 décembre 1992 relatif au régime général, à la détention, à la circulation et aux contrôles des produits soumis à accise;

Vu l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics;

Vu l'article 2 (1) de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Le service de recette et du contrôle ainsi que le service de surveillance de l'administration des douanes et accises sont répartis en six inspections:

- une inspection de Comptabilité;
- une inspection d'Audit;
- quatre inspections divisionnaires.

La délimitation des circonscriptions de ces inspections est réglée conformément aux indications du tableau annexé (Annexe 1).

Art. 2. Les inspections divisionnaires de l'administration des douanes et accises sont subdivisées en lieutenances et brigades motorisées d'après les indications du tableau annexé (Annexe 2).

La délimitation des circonscriptions de ces lieutenances et brigades motorisées est réglée conformément aux indications du tableau annexé (Annexe 3).

Art. 3. Nonobstant leur affectation à une circonscription régionale déterminée, les fonctionnaires des douanes et accises ont compétence sur toute l'étendue du territoire national.

Art. 4. Le classement des bureaux de recette de l'administration des douanes et accises est fixé selon l'importance et les nécessités administratives en bureaux de classe A, B, C ou D.

La délimitation et la compétence des bureaux de recette de l'administration des douanes et accises du point de vue du régime des accises et du régime des cabarets ainsi que du point de vue de la procédure d'exportation, sont réglées conformément aux indications des tableaux ci-annexés (Annexes 4, 5 et 6).

Art. 5. Le règlement grand-ducal du 1^{er} juin 1994 concernant les inspections de l'administration des douanes et accises est abrogé.

Art. 6. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

Le Ministre des Finances,
Jean-Claude Juncker

Palais de Luxembourg, le 25 avril 2001.
Henri

ANNEXE 1

Tableau indiquant la délimitation des circonscriptions des inspections de l'Administration des Douanes et Accises

Inspection d'audit	Compétence pour tout le territoire du Grand-Duché			
Inspection de comptabilité	Compétence pour tout le territoire du Grand-Duché			
Inspection divisionnaire	Bureau de recette	Secteur frontière nationale	Commune	Canton
DIEKIRCH	ETTELBRUCK	frontières belge et allemande limitant les cantons de Redange-sur-Attert, Wiltz, Clervaux, Vianden, Diekirch, Mersch et d'Echternach, c-à-d du point d'intersection frontalier des communes de Beckerich et de Hobscheid jusqu'au point d'intersection des communes de Beaufort et de Berdorf	Beckerich	REDANGE-S-ATTERT
			Bettborn	
			Bissen	MERSCH
			Boevange-sur-Attert	
			Eil	REDANGE-S-ATTERT
			Feulen	DIEKIRCH
			Grosbous	REDANGE-S-ATTERT
			Mertzig	DIEKIRCH
			Rambrouch	REDANGE-S-ATTERT
			Redange-sur-Attert	
			Saeul	
			Useldange	
			Vichten	
			Wahl	
			Bastendorf	DIEKIRCH
			Beaufort	ECHTERNACH
			Berg	MERSCH
			Bettendorf	DIEKIRCH
			Bourscheid	
			Diekirch	
			Ermsdorf	
			Erpeldange	
			Ettelbruck	
			Fouhren	VIANDEN
			Heffingen	MERSCH
			Hoscheid	DIEKIRCH
			Larochette	MERSCH
	Medernach	DIEKIRCH		
	Nommern	MERSCH		
	Putscheid	VIANDEN		
	Reisdorf	DIEKIRCH		
	Schieren			
	Vianden	VIANDEN		
Waldbillig	ECHTERNACH			
WILTZ			Clervaux	CLERVAUX
			Consthum	
			Heinerscheid	
			Hosingen	
			Munshausen	
			Troisvierges	
	Weiswampach			
	Wincrange			
	Boulaide		WILTZ	
	Esch-sur-Sûre			
	Eschweiler Goesdorf			

Inspection divisionnaire	Bureau de recette	Secteur frontière nationale	Commune	Canton
			Heiderscheid Kautenbach Lac de la Haute Sûre Neunhausen Wiltz Wilwerwiltz Winseler	
ESCH-SUR-ALZETTE	ESCH-SUR-ALZETTE	frontières française et belge limitant les cantons d'Esch-sur-Alzette et Capellen c-à-d du point d'intersection frontalier des communes de Frisange et de Mondorf-les-Bains au point d'intersection frontalier des communes de Hobscheid et de Beckerich	Bettembourg Dudelange Esch-sur-Alzette Frisange Kayl Leudelage Mondercange Reckange-sur-Mess Roeser Rumelage Sanem Schifflange	ESCH-SUR-ALZETTE
	RODANGE		Bascharage Clemency Differdange Dippach Garnich Hobscheid Pétange Steinfort	CAPELLEN ESCH-SUR-ALZETTE CAPELLEN ESCH-SUR-ALZETTE CAPELLEN
LUXEMBOURG	LUXEMBOURG-ACCISES CENTRE DOUANIER (Postes, CFL, Namsa)		Contern Hesperange Luxembourg Niederanven Sandweiler Schuttrange Weiler-la-Tour Bertrange Kehlen Koerich Kopstal Mamer Septfontaines Strassen Tuntange Fischbach Junglinster Lintgen Lorentzweiler Mersch Steinsel Walferdange	LUXEMBOURG CAPELLEN LUXEMBOURG MERSCH GREVENMACHER MERSCH MERSCH LUXEMBOURG

Inspection divisionnaire	Bureau de recette	Secteur frontière nationale	Commune	Canton
WASSERBILLIG	LUXEMBOURG AEROPORT			
	REMICH	frontières française et allemande limitant les cantons d'Echternach, de Grevenmacher et de Remich c-à-d du point d'intersection des communes de Beaufort et de Reisdorf au point d'intersection frontalier des communes de Dalheim et de Frisange	Bous	REMICH
	MERTERT (Port de)		Burmerange	GREVENMACHER
			Dalheim	
			Flaxweiler	GREVENMACHER
			Lenningen	
			Mondorf-les-Bains	
			Remerschen	
			Remich	
			Stadtbredimus	
			Waldbredimus	
	Wellenstein			
	Wormeldange	GREVENMACHER		
	MERTERT (Port de)		Bech	ECHTERNACH
			Berdorf	GREVENMACHER
			Betzdorf	
			Biwer	ECHTERNACH
			Consdorf	GREVENMACHER
	Echternach			
	MERTERT (Port de)		Grevenmacher	GREVENMACHER
			Manternach	
			Mertert	
	MERTERT (Port de)		Mompach	ECHTERNACH
			Rospert	

ANNEXE 2

Tableau indiquant la délimitation des circonscriptions des lieutenances et brigades motorisées de l'Administration des Douanes et Accises

Inspection divisionnaire	Lieutenance	Brigade motorisée	Commune	Canton		
DIEKIRCH	DIEKIRCH / REDANGE-SUR-ATTERT	REDANGE-SUR-ATTERT	Beckerich	REDANGE-S-ATTERT		
			Bettborn	MERSCH		
			Bissen			
			Boevange-sur-Attert	REDANGE-S-ATTERT		
			Eil	DIEKIRCH		
			Feulen	REDANGE-S-ATTERT		
			Grosbous	DIEKIRCH		
			Mertzig	REDANGE-S-ATTERT		
			Rambrouch	REDANGE-S-ATTERT		
			Redange-sur-Attert			
		Saeul				
		Useldange				
			STOLZEMBOURG		Vichten	DIEKIRCH
					Wahl	ECHTERNACH
	Bastendorf	MERSCH				
	Beaufort	DIEKIRCH				
			Berg			
			Bettendorf			
			Bourscheid			

Inspection divisionnaire	Lieutenance	Brigade motorisée	Commune	Canton
			Diekirch Ermsdorf Erpeldange Ettelbruck Fouhren Heffingen Hoscheid Larochette Medernach Nommern Putscheid Reisdorf Schieren Vianden Waldbillig	VIANDEN MERSCH DIEKIRCH MERSCH DIEKIRCH MERSCH VIANDEN DIEKIRCH VIANDEN ECHTERNACH
	WILTZ / HEINERSCHIED	HEINERSCHIED	Clervaux Consthum Heinerscheid Hosingen Munshausen Troisvierges Weiswampach Wincrange	CLERVAUX
		WILTZ	Boulaide Esch-sur-Sûre Eschweiler Goesdorf Heiderscheid Kautenbach Lac de la Haute Sûre Neunhausen Wiltz Wilwerwiltz Winseler	WILTZ
ESCH-SUR-ALZETTE	ESCH-SUR-ALZETTE / RODANGE	FRISANGE	Bettembourg Dudelange Esch-sur-Alzette Frisange Kayl Leudelange Mondercange Reckange-sur-Mess Roeser Rumelange Sanem Schifflange	ESCH-SUR-ALZETTE
		RODANGE	Bascharage Clemency Differdange Dippach Garnich Hobscheid Pétange Steinfort	CAPELLEN ESCH-SUR-ALZETTE CAPELLEN ESCH-SUR-ALZETTE CAPELLEN

Inspection divisionnaire	Lieutenance	Brigade motorisée	Commune	Canton
LUXEMBOURG	LUXEMBOURG	LUXEMBOURG	Contern	LUXEMBOURG
			Hesperange	
	Luxembourg	LUXEMBOURG		
	Niederanven			
	Sandweiler	LUXEMBOURG		
	Schuttrange			
	Weiler-la-Tour	LUXEMBOURG		
	MERSCH / GOETZINGEN		GOETZINGEN	Bertrange
		Kehlen		
		Koerich		
		Kopstal		
		Mamer	LUXEMBOURG	
		Septfontaines		
Strassen		MERSCH		
Tuntange				
MERSCH		MERSCH	Fischbach	GREVENMACHER
			Junglinster	
	Lintgen		MERSCH	
	Lorentzweiler			
	Mersch		LUXEMBOURG	
	Steinsel			
Walferdange	WASSERBILLIG / SCHENGEN	SCHENGEN	Bous	REMICH
Burmerange				
Dalheim		GREVENMACHER		
Flaxweiler				
Lenningen		REMICH		
Mondorf-les-Bains				
Remerschen				
Remich				
Stadtbredimus				
Waldbredimus				
Wellenstein	GREVENMACHER			
Wormeldange				
WASSERBILLIG	WASSERBILLIG / SCHENGEN	WASSERBILLIG	Bech	ECHTERNACH
			Berdorf	
			Betzdorf	GREVENMACHER
			Biwer	
			Consdorf	ECHTERNACH
			Echternach	
			Grevenmacher	GREVENMACHER
			Manternach	
Mertert	ECHTERNACH			
Mompach				
Rospport				

ANNEXE 4

**Tableau indiquant la délimitation des compétences des bureaux de recette
de l'Administration des Douanes et Accises dans le domaine du régime des accises**

Bureau de Recette	Commune	Canton	Bureau de Recette	Commune	Canton	
ETTELBRUCK	Beckerich Bettborn	REDANGE-SUR- ATTERT				
	Bissen Boevange-s-Attart	MERSCH				
	Eil	REDANGE-SUR ATTERT				
	Feulen	DIEKIRCH				
	Grosbous	REDANGE-SUR ATTERT				
	Mertzig	DIEKIRCH				
	Rambrouch Redange-s-Attart Saeul Useldange Vichten Wahl	REDANGE-SUR ATTERT				
	Bastendorf	DIEKIRCH				
	Beaufort	ECHTERNACH				
	Berg	MERSCH				
	Bettendorf Bourscheid Diekirch Ermsdorf Erpeldange Ettelbruck	DIEKIRCH				
	Fouhren	VIANDEN				
	Heffingen	MERSCH				
	Hoscheid	DIEKIRCH				
	Larochette	MERSCH				
	Medernach	DIEKIRCH				
	Nommern	MERSCH				
	Putscheid	VIANDEN				
	Reisdorf Schieren	DIEKIRCH				
	Vianden	VIANDEN				
	Waldbillig	ECHTERNACH				
	WILTZ	Clervaux Consthum Heinerscheid Hosingen Munshausen Troisvierges Weiswampach Wintrange	CLERVAUX			
		Boulaide Esch-sur-Sûre Eschweiler	WILTZ			

Bureau de Recette	Commune	Canton	Bureau de Recette	Commune	Canton
	Goesdorf Heiderscheid Kautenbach Lac de la Haute Sûre Neunhausen Wiltz Wilwerwiltz Winseler				
ESCH-SUR-ALZETTE	Bettembourg Dudelange Esch-sur-Alzette Frisange Kayl Leudelage Mondercange Reckange-s-Mess Roeser Rumelage Sanem Schifflange	ESCH-SUR-ALZETTE			
RODANGE	Bascharage Clemency	CAPELLEN			
	Differdange	ESCH-SUR-ALZETTE			
	Dippach Garnich Hobscheid	CAPELLEN			
	Pétange	ESCH-SUR-ALZETTE			
	Steinfort	CAPELLEN			
CENTRE DOUANIER (Postes, CFL, Namsa) Compétence territoriale définie ci-contre en ce qui concerne le régime des accises à l'exception du régime accisien des tabacs manufacturés et des huiles minérales (voir Luxembourg Accises).	Contern Hesperange Luxembourg Niederanven Sandweiler Schuttrange Weiler-la-Tour Bertrange	LUXEMBOURG	LUXEMBOURG ACCISES Compétence territoriale ci-contre en ce qui concerne les accises sur les huiles minérales et compétence territoriale nationale exclusive en ce qui concerne les tabacs manufacturés.	Contern Hesperange Luxembourg Niederanven Sandweiler Schuttrange Weiler-la-Tour Bertrange	LUXEMBOURG
	Kehlen Koerich Kopstal Mamer Septfontaines	CAPELLEN		Kehlen Koerich Kopstal Mamer Septfontaines	CAPELLEN
	Strassen	LUXEMBOURG		Strassen	LUXEMBOURG
	Tuntange Fischbach	MERSCH		Tuntange Fischbach	MERSCH
	Junglinster	GREVENMACHER		Junglinster	GREVENMACHER
	Lintgen Lorentzweiler Mersch	MERSCH		Lintgen Lorentzweiler	MERSCH
	Steinsel Walferdange	LUXEMBOURG		Medernach Mersch	DIEKIRCH MERSCH
				Steinsel Walferdange	LUXEMBOURG

Bureau de Recette	Commune	Canton	Bureau de Recette	Commune	Canton
REMICH	Bous	REMICH			
	Burmerange Dalheim				
	Flaxweiler	GREVENMACHER			
	Lenningen Mondorf-les-Bains Remerschen Remich Stadtbredimus Waldbredimus Wellenstein	REMICH			
	Wormeldange	GREVENMACHER			
MERTERT (Port de)	Bech Berdorf	ECHTERNACH			
	Betzdorf Biver	GREVENMACHER			
	Consdorf Echternach	ECHTERNACH			
	Grevenmacher Manternach Mertert Rosport	GREVENMACHER			

N.B. L'importation de produits soumis à accise en provenance de pays et territoires auxquels ne s'applique pas la directive 91/12/CEE du Conseil du 25 février 1992, peut avoir lieu par tous les bureaux de recette selon leur compétence en matière douanière

ANNEXE 5

Tableau indiquant la délimitation des compétences des bureaux de recette de l'Administration des Douanes et Accises dans le domaine du régime des cabarets

Bureau de Recette	Commune	Canton	Bureau de Recette	Commune	Canton
ETTELBRUCK	Beckerich Bettborn	REDANGE-SUR ATTERT		Berg	MERSCH
	Bissen Boevange-s-Attart	MERSCH		Bettendorf Bourscheid Diekirch Ermsdorf Erpeldange Ettelbruck	DIEKIRCH
	Eil	REDANGE-SUR ATTERT		Fouhren	VIANDEN
	Feulen	DIEKIRCH		Heffingen	MERSCH
	Grosbous	REDANGE-SUR ATTERT		Hoscheid	DIEKIRCH
	Mertzig	DIEKIRCH		Larochette	MERSCH
	Rambrouch Redange-s-Attart Saeul Useldange Vichten Wahl	REDANGE-SUR ATTERT		Medernach	DIEKIRCH
	Bastendorf	DIEKIRCH		Nommern	MERSCH
	Beaufort	ECHTERNACH		Putscheid	VIANDEN
				Reisdorf Schieren	DIEKIRCH
				Vianden	VIANDEN

Bureau de Recette	Commune	Canton	Bureau de Recette	Commune	Canton		
WILTZ	Waldbillig	ECHTERNACH	REMICH	Junglinster	GREVENMACHER		
	Clervaux Consthum Heinerscheid Hosingen Munshausen Troisvierges Weiswampach Winrange	CLERVAUX		Lintgen Lorentzweiler	MERSCH		
	Boulaide Esch-sur-Sûre Eschweiler Goesdorf Heiderscheid Kautenbach Lac de la Haute Sûre Neunhausen Wiltz Wilwerwiltz Winseler	WILTZ		Bous Burmerange Dalheim	REMICH		
				Flaxweiler	GREVENMACHER		
				Lenningen Mondorf-les Bains Remerschen Remich Stadtbredimus Waldbredimus Wellenstein	REMICH		
				Wormeldange	GREVENMACHER		
				ESCH-SUR ALZETTE	ESCH-SUR ALZETTE	Bech Berdorf	ECHTERNACH
						Betzdorf Biwer	GREVENMACHER
						Consdorf Echternach	ECHTERNACH
						Grevenmacher Manternach Mertert	GREVENMACHER
Mompach Rosport	ECHTERNACH						
RODANGE	Bascharage Clemency	CAPELLEN	MERTERT (Port de)	Bech Berdorf	ECHTERNACH		
	Differdange	ESCH-SUR- ALZETTE					
	Dippach	CAPELLEN					
	Garnich Hobscheid						
	Pétange	ESCH-SUR- ALZETTE					
	Steinfort	CAPELLEN					
CENTRE DOUANIER	Contern Hesperange Luxembourg Niederanven Sandweiler Schuttrange Weiler-la-Tour Bertrange	LUXEMBOURG	MERTERT (Port de)	Bech Berdorf	ECHTERNACH		
	Kehlen Koerich Mamer Septfontaines	CAPELLEN					
	Strassen	LUXEMBOURG					
	Tuntange Fischbach	MERSCH					

ANNEXE 6

Tableau indiquant la délimitation des compétences des bureaux de recette de l'Administration des Douanes et Accises dans le domaine de l'exportation

Bureau de Recette	Commune*	Canton
ETTELBRUCK	Beckerich Bettborn	REDANGE-SUR-ATTERT
	Bissen Boevange-sur-Attert	MERSCH
	Eil	REDANGE-SUR-ATTERT
	Feulen	DIEKIRCH
	Grosbous	REDANGE-SUR-ATTERT
	Mertzig	DIEKIRCH
	Rambrouch Redange-sur-Attert Saeul	REDANGE-SUR-ATTERT
	Useldange Vichten Wahl	
	Bastendorf	DIEKIRCH
	Beaufort	ECHTERNACH
	Berg	MERSCH
	Bettendorf Bourscheid Diekirch Ermsdorf Erpeldange Ettelbruck	DIEKIRCH
	Fouhren	VIANDEN
	Heffingen	MERSCH
	Hoscheid	DIEKIRCH
	Larochette	MERSCH
	Medernach	DIEKIRCH
	Nommern	MERSCH
	Putscheid	VIANDEN
	Reisdorf Schieren	DIEKIRCH
	Vianden	VIANDEN
Waldbillig	ECHTERNACH	
WILTZ	Clervaux Consthum Heinerscheid Hosingen Munshausen Troisvierges Weiswampach Wintrange	CLERVAUX
	Boulaide Esch-sur-Sûre Eschweiler Goesdorf Heiderscheid Kautenbach Lac de la Haute Sûre Neunhausen Wiltz Wilwerwiltz	WILTZ

*N.B.

1) L'article 16.1, § 5 du Code des Douanes Communautaire tel que figurant au règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil du 13 octobre 1992, instaurant une procédure d'exportation conforme à la situation du marché intérieur mis en place à partir du 1er janvier 1993, a la teneur suivante:

«La déclaration d'exportation doit être déposée au bureau de douane compétent pour la surveillance du lieu où l'exportateur est établi ou bien où les marchandises sont emballées ou chargées pour le transport d'exportation. Les dérogations sont déterminées selon la procédure du Comité.»

2) L'importation de marchandises circulant sous la procédure du transit communautaire externe ou interne, conformément au règlement (CEE) n° 2726/90 du Conseil du 17 septembre 1990, peut avoir lieu par tous les bureaux de recette mentionnés au présent tableau, à l'exception de celui de Luxembourg-Aéroport, n'ayant de compétence que pour l'importation directe de marchandises provenant de pays tiers à la Communauté par la voie aérienne, et de celui de Luxembourg-Accises, qui a la compétence exclusive pour la régime douanier et fiscal des tabacs manufacturés.

Bureau de Recette	Commune	Canton
Winseler		
ESCH-SUR-ALZETTE	Bettembourg Dudelange Esch-sur-Alzette Frisange Kayl Leudelange Mondercange Reckange-sur-Mess	ESCH-SUR-ALZETTE
RODANGE	Bascharage Clemency	CAPELLEN
	Differdange	ESCH-SUR-ALZETTE
	Dippach Garnich Hobscheid	CAPELLEN
	Pétange	ESCH-SUR-ALZETTE
	Steinfort	CAPELLEN
LUXEMBOURG-ACCISES	compétence nationale exclusive en ce qui concerne les tabacs manufacturés	
CENTRE DOUANIER	exportation par voie ferroviaire	
	Contern Hesperange Luxembourg Niederanven Sandweiler Schuttrange Weiler-la-Tour Bertrange	LUXEMBOURG
	Kehlen Koerich Kopstal Mamer Septfontaines	CAPELLEN
	Strassen	LUXEMBOURG
	Tuntange Fischbach	MERSCH
	Junglinster	GREVENMACHER
	Lintgen Lorentzweiler	MERSCH
	Mersch	MERSCH
	Steinsel Walferdange	LUXEMBOURG
	LUXEMBOURG-AEROPORT	seulement si exportation par la voie aérienne
REMICH	Bous Burmerange Dalheim	REMICH
	Flaxweiler	GREVENMACHER
	Lenningen Mondorf-les-Bains Remerschen Remich Stadtbredimus Waldbredimus Wellenstein	REMICH
	Wormeldange	GREVENMACHER